

En cas de plusieurs occupations, il est tenu compte, pour l'application de l'alinéa 4, 1^o, de la moyenne arithmétique des salaires horaires ainsi calculés."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2005.

Bruxelles, le 29 juin 2005.

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

Arrêté royal du 25 mai 1993, *Moniteur belge* du 28 mai 1993;

Arrêté royal du 8 avril 2003, *Moniteur belge* du 30 avril 2003;

Arrêté ministériel du 26 novembre 1991, *Moniteur belge* du 25 janvier 1992.

Arrêté ministériel du 27 mai 1993, *Moniteur belge* du 10 juin 1993;

Arrêté ministériel du 27 avril 2001, *Moniteur belge* du 28 avril 2001;

Arrêté ministériel du 12 décembre 2002, *Moniteur belge* du 28 décembre 2002.

In geval van meerdere tewerkstellingen wordt voor de toepassing van het vierde lid, 1^o, rekening gehouden met het rekenkundig gemiddelde van de aldus berekende uurlonen."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Brussel, 29 juni 2005.

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

Koninklijk besluit van 25 mei 1993, *Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1993;

Koninklijk besluit van 8 april 2003, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2003;

Ministerieel besluit van 26 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1992.

Ministerieel besluit van 27 mei 1993, *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1993;

Ministerieel besluit van 27 april 2001, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2001;

Ministerieel besluit van 12 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2002.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[S - C - 2005/00389]

23 MAI 2005. — Circulaire interministérielle relative à l'entrée en vigueur du *Traité Benelux* en matière d'intervention policière transfrontalière

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Pour information,

A Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux,

A Monsieur le Commissaire général de la Police fédérale,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la Police locale,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement.

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps des zones de police locale

1. Cadre général

1.1. Historique

Le 8 juin 2004, un traité en matière d'intervention policière transfrontalière a été signé à Luxembourg entre les gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg.

Notre pays possède déjà une longue tradition en matière de coopération et de concertation avec ses voisins, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il suffit de songer à la Convention Benelux du 11 avril 1960 concernant le transfert, du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, au *Traité d'extradition* et d'entraide judiciaire en matière pénale conclu le 27 juin 1962 ou encore à la Convention Benelux conclue le 12 septembre 1986, concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[S - C - 2005/00389]

23 MEI 2005. — Interministeriële omzendbrief met betrekking tot de inwerkingtreding van het *Beneluxverdrag* inzake grensoverschrijdend politieoptreden

Aan Mevr. en de heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevr. de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de dames en heren Burgemeesters,

Ter informatie,

Aan de dames en heren Procureurs-generaal,

Aan Mijnheer de Commissaris-generaal van de Federale Politie,

Aan Mijnheer de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Aan de dames en heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de dames en heren Korpschefs van de lokale politiezones

1. Algemeen kader

1.1. Historiek

Op 8 juni 2004 werd een verdrag inzake grensoverschrijdend politieoptreden ondertekend in Luxemburg tussen de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groot-hertogdom Luxemburg.

Ons land heeft reeds een lange traditie van samenwerking en overleg met de buurlanden Nederland en Luxemburg. Denken we maar aan de Benelux Overeenkomst van 11 april 1960 inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, het op 27 juni 1962 gesloten Verdrag inzake uitlevering en rechtshulp in strafzaken en de op 12 september 1986 gesloten Benelux Overeenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten.

Cette forme de coopération a pris une autre dimension avec la signature, le 19 juin 1990, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen (CAS) du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, et la signature du Traité sur l'Union européenne le 7 février 1992.

Convaincus que la coopération dans le domaine de la justice et de la police sur la base des instruments précités pouvait encore être améliorée, les Ministres de la Justice de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, les Ministres de l'Intérieur de la Belgique et des Pays-Bas et le Ministre de la Force publique du Luxembourg ont conclu le 4 juin 1996 le Mémoire d'accord concernant la coopération dans le domaine de la police, de la justice et de l'immigration, mieux connu sous le nom d'"Accord de Senningen".

Cet Accord de Senningen poursuivait un triple but :

- Privilégier des accords de travail dans le cadre de la coopération existante.
- Développer davantage la coopération sur le terrain dans les régions frontalières communes.
- Promouvoir des initiatives et des positions communes dans le cadre de l'Union européenne et de Schengen.

Dans le domaine de la coopération policière, l'Accord de Senningen s'est surtout penché sur les accords stratégiques et sur la coopération opérationnelle relatifs à la prévention et à la lutte contre la criminalité, et au maintien de l'ordre public (l'échange de données, la coopération logistique, la coopération transfrontalière et la coopération entre officiers de liaison).

Le Championnat européen des Nations de Football en 2000 a donné lieu à la conclusion d'un Traité spécial et temporaire en matière d'intervention policière transfrontalière pour maintenir l'ordre public et la sécurité, mais sa portée et sa durée étaient limitées (1). Dans le cadre des évaluations conjointes de ce Traité, les pays concernés ont estimé souhaitable de pouvoir également disposer à l'avenir d'un traité similaire sur le plan du contenu, mais permanent, en matière d'intervention et de coopération policières transfrontalières.

Le 5 février 2002, la déclaration commune de Baarle-Nassau a vu le jour sous l'impulsion du Secrétariat général du Benelux (2). Sur le plan de la coopération policière, cette déclaration prévoyait notamment :

- L'élaboration d'un aperçu des points problématiques dans le domaine de la coopération policière dans la région frontalière et de la coopération bilatérale.
- La prise d'initiatives visant le renouvellement politique dans le cadre de l'Accord de Senningen.
- L'élaboration, sur la base de l'évaluation conjointe du Traité de Bergen op Zoom, d'un traité relatif à la coopération policière transfrontalière.

1.2. Objectifs du Traité

Le Traité trilatéral, ainsi élaboré sur la base de la déclaration de Baarle-Nassau, a pour objectif la coopération dans le domaine du maintien de l'ordre et la protection de la sécurité publique, la protection des personnes et des biens et la prévention et la recherche de faits punissables.

Si les deux premiers objectifs doivent plutôt être perçus dans un contexte large, le raisonnement inverse vaut néanmoins pour le troisième objectif. La prévention et la recherche de faits punissables ne peuvent pas couvrir le spectre tout entier du droit pénal général et spécial; il sera tenu compte des plans de sécurité (nationaux et locaux) et des priorités fixées par les autorités. Dans le domaine du maintien de l'ordre et de la sécurité publique, par contre, le Traité ne se limite pas à une ou plusieurs matières spécifiques; par le biais de la concertation entre les Parties, l'ensemble des problèmes peuvent être abordés conjointement, éventuellement sur la base d'accords complémentaires.

1.3. Principes consacrés par le Traité

Le Traité consacre un certain nombre de principes afin de rencontrer les objectifs précités. Sans préjudice des principes consacrant la primauté du droit national et la souveraineté des Etats, on peut notamment citer :

- la mise en oeuvre d'une coopération, la plus large possible, dans le domaine policier, en ce compris l'observation et la poursuite transfrontalières;
- la possibilité du franchissement de la frontière territoriale;
- la définition de garanties suffisantes en matière de responsabilité civile et pénale;

Deze vorm van samenwerking kreeg een andere dimensie met de ondertekening op 19 juni 1990 van de Overeenkomst ter uitvoering van het tussen de regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek op 14 juni 1985 gesloten Schengen Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen (SUO) en de ondertekening van het Verdrag betreffende de Europese Unie op 7 februari 1992.

In de overtuiging dat de samenwerking op het terrein van justitie en politie op basis van de genoemde instrumenten nog kon worden verbeterd, hebben de Ministers van Justitie van België, Nederland en Luxemburg, de Ministers van Binnenlandse Zaken van België en Nederland en de minister van de Force Publique (Openbare Macht) van Luxemburg op 4 juni 1996 het Memorandum van overeenstemming inzake de samenwerking op het terrein van politie, justitie en immigratie afgesloten, beter gekend als het Senningen Akkoord.

Het doel van het Senningen Akkoord was drieledig :

- Het bevorderen van werkafspraken binnen de bestaande samenwerking.
- Het verder ontwikkelen van de samenwerking op het terrein in de gemeenschappelijke grensgebieden.
- Het bevorderen van gemeenschappelijke initiatieven en standpunten in het kader van de Europese Unie en van Schengen.

Op het vlak van de politieverwerking schonk het Senningen Akkoord vooral aandacht aan de beleidsmatige en operationele samenwerking op het gebied van preventie en bestrijding van criminaliteit en de handhaving van de openbare orde (de gegevensuitwisseling, de logistieke samenwerking, de grensoverschrijdende samenwerking en de samenwerking tussen verbindingsofficieren).

Het Europees kampioenschap voetbal voor landenteams in 2000 gaf aanleiding tot het sluiten van een uitzonderlijk en tijdelijk verdrag inzake grensoverschrijdend optreden ter handhaving van de openbare orde en veiligheid, maar was beperkt in omvang en in tijd (1). Naar aanleiding van de gezamenlijke evaluaties van dit verdrag, vonden de betrokken landen het wenselijk om ook in de toekomst te kunnen beschikken over een inhoudelijk soortgelijk, maar permanent verdrag inzake grensoverschrijdend politioptreden en grensoverschrijdende politieverwerking.

Op 5 februari 2002 kwam onder impuls van het Secretariaat-Generaal van de Benelux de gemeenschappelijke verklaring van Baarle-Nassau tot stand (2). Op het vlak van politieverwerking voorzag deze verklaring in het bijzonder :

- het opstellen van een knelpuntenoverzicht op het gebied van politieverwerking in de grensstreek en de bilaterale samenwerking;
- het nemen van initiatieven voor beleidsontwikkende vernieuwing in het kader van het Senningen Akkoord;
- op basis van de gezamenlijke evaluatie van het Verdrag van Bergen op Zoom een verdrag inzake grensoverschrijdende politieverwerking op te stellen.

1.2. Doelstellingen van het Verdrag

Het trilatérale Verdrag, zodoende opgesteld op basis van de verklaring van Baarle-Nassau, heeft als doel de politieverwerking bij de handhaving van de openbare orde en veiligheid, de bescherming van personen en goederen en de voorkoming en opsporing van strafbare feiten te verruimen.

Moeten de eerste twee doelstellingen eerder ruim worden bekeken; voor de derde doelstelling geldt de omgekeerde redenering. De voorkoming en opsporing van strafbare feiten kan niet het volledige spectrum van algemeen en bijzonder strafrecht bestrijken; er zal rekening moeten worden gehouden met veiligheidsplannen (nationale en lokale) en de door de overheden vastgelegde prioriteiten. Op het vlak van ordehandhaving en de openbare veiligheid daarentegen is het Verdrag niet beperkt tot één of meer welbepaalde materies; via overleg tussen de Partijen kunnen de problemen gezamenlijk worden aangepakt, eventueel via bijkomende afspraken.

1.3. Door het Verdrag bekrachtigde principes

Het Verdrag bekrachtigt een aantal principes teneinde aan de voornoemde doelstellingen te voldoen. Onverminderd de principes die het primaat van het nationaal recht en de soevereiniteit van de staten bevestigen, kunnen we in het bijzonder noemen :

- een zo breed mogelijke samenwerking uitbouwen op het vlak van de politieverwerking met inbegrip van de grensoverschrijdende observatie en achtervolging;
- de mogelijkheid om de grens van het territorium te kunnen overschrijden;
- voldoende garanties inzake burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid;

- l'élaboration de règles générales relatives au port d'armes et d'uniformes, et à l'utilisation de véhicules de service dans l'exercice des compétences de police judiciaire et administrative sur un territoire étranger;

- l'élaboration de règles générales relatives au maintien de l'ordre sur un territoire étranger, eu égard aux droits et devoirs, aux responsabilités, au commandement, à la relation vis-à-vis de la population locale et des manifestants, et aux conditions dans lesquelles il peut être fait recours aux moyens de contrainte.

- Sur le plan opérationnel

o l'organisation de patrouilles mixtes ou de contrôles mixtes, composés de fonctionnaires des différents Etats, possédant des compétences opérationnelles réelles;

o l'offre d'assistance, tant sur demande que sur initiative propre, assortie de compétences opérationnelles claires;

o une intensification de l'échange d'informations tant par le biais des autorités centrales que via les centres de police communs;

o la consultation directe et automatisée des registres d'immatriculation des véhicules;

o l'échange de matériel et d'expertise technique;

o l'achat conjoint de matériel;

o le principe des officiers de liaison communs

- en matière de police administrative

o le principe de la protection des VIP par son propre personnel sur le territoire d'un autre Etat;

o le principe de la formation commune;

o l'échange d'informations;

o la mise au point d'analyses des risques pour ce qui concerne certains phénomènes communs;

o le principe de l'appui réciproque dans le cadre de l'organisation d'événements de grande envergure (Sommets européens e.a.).

1.4. Champ d'application territorial

Le traité définit ce qu'il faut entendre par "région frontalière". Pour la Belgique et le Luxembourg, aucune restriction n'est faite et donc le Traité est applicable dans sa totalité sur l'ensemble du territoire. Les Pays-Bas ont quant à eux tenu à limiter certaines activités du Traité à la région frontalière néerlandaise, à savoir la région qui est couverte par les différents corps de police de Zeeland, Midden-Brabant et West-Brabant, Brabant Zuid-Oost, Limburg/Noord, Limburg-Zuid et Brabant-Noord. Les domaines où s'appliquent cette limitation territoriale sont ceux de l'intervention sur initiative propre (article 7), de l'échange spontané de données à caractère personnel (article 13, alinéa 2) et des patrouilles et contrôles mixtes (article 25). Les autorités et services belges devront dès lors tenir compte de ces restrictions territoriales aux Pays-Bas.

1.5. Fonctionnaires concernés

Le Traité s'applique aux fonctionnaires compétents des Parties, tels qu'ils sont décrits à l'Annexe 1. Il en ressort que le traité s'applique aux seuls fonctionnaires de police de la Police fédérale et de la Police locale, à l'exception donc des agents auxiliaires de police et des membres du cadre administratif et logistique, du moins en ce qui concerne la mise en oeuvre des missions policières. Les membres du cadre administratif et logistique peuvent toutefois être chargés de tâches purement préparatoires, comme le transfert de matériel, l'entretien du matériel au cours des missions ou la réparation des défaillances.

Le Traité s'applique également à « tout fonctionnaire, dûment habilité, lorsqu'il exerce des missions de police »; sont ainsi visés les fonctionnaires qui disposent, par ou en vertu de la loi, d'une compétence policière dans l'exercice de leurs missions et uniquement lorsqu'il s'agit d'exercer lesdites missions (exemple: les fonctionnaires des douanes). D'un point de vue pratique, des accords opérationnels détermineront, selon les cas, les fonctionnaires qui seront concernés par les opérations envisagées.

Les agents de protection de la Sûreté de l'Etat sont, par ailleurs, explicitement désignés pour ce qui concerne l'exercice de missions de protection de personnes.

2. Aspects particuliers de la coopération policière

Pour un aperçu complet et détaillé de toutes les dispositions du Traité ainsi que de leur portée exacte, on ne peut que recommander de se reporter à la lecture du traité lui-même ainsi qu'à celle de l'exposé des motifs accompagnant la loi du 13 février 2005 portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, et aux Annexes. (3)

- een algemene regeling voor het dragen van wapens en uniformen en het gebruik van dienstvoertuigen in de uitoefening van de bevoegdheden van bestuurlijke en gerechtelijke politie op vreemd grondgebied;

- een algemene regeling voor de ordehandhaving op vreemd grondgebied rekening houdend met rechten en plichten, verantwoordelijkheden, bevelvoering, de relatie tot de plaatselijke bevolking en manifestanten en het gebruik van dwang, en de mogelijkheden waarover gebruik kan worden gemaakt van dwangmiddelen.

- op operationeel vlak :

o het organiseren van gemengde patrouilles of gemengde controles, samengesteld uit ambtenaren van de verschillende landen, met echte operationele bevoegdheden;

o het leveren van bijstand, zowel op verzoek als op eigen initiatief, gekoppeld aan duidelijke operationele bevoegdheden;

o een verregaande uitwisseling van informatie zowel via centrale autoriteiten als via gemeenschappelijke politiecentra;

o een rechtstreekse en geautomatiseerde raadpleging van de registers der voertuigkentekens;

o uitwisseling van materiaal en technische expertise;

o gemeenschappelijke aankoop van materiaal;

o het principe van gemeenschappelijke verbindingsofficieren.

- op het vlak van bestuurlijke politie :

o het principe van VIP-bescherming door eigen personeel op het grondgebied van een ander land;

o het principe van een gemeenschappelijke opleiding;

o het uitwisselen van informatie;

o het opstellen van risicoanalyses voor bepaalde gemeenschappelijke fenomenen;

o het principe van wederzijdse ondersteuning bij het organiseren van grote evenementen (Europese top e.a.).

1.4. Territoriaal toepassingsgebied

Het Verdrag bepaalt wat onder "grensstreek" moet worden verstaan. Voor België en Luxemburg is geen enkele beperking opgelegd en als gevolg hiervan is het Verdrag in zijn geheel van toepassing op het gehele grondgebied. Nederland heeft eraan gehouden bepaalde activiteiten uit het Verdrag te beperken tot het Nederlandse grensgebied, dat wil zeggen de regio die door de verschillende politiekorpsen van Zeeland, Midden- en West-Brabant, Zuid-Oost Brabant, Noord-Limburg, Zuid-Limburg en Noord-Brabant wordt bediend. De gebieden waarop deze territoriale beperking van toepassing is zijn de interventies op eigen initiatief (artikel 7), de spontane uitwisseling van persoonsgegevens (artikel 13, lid 2) en de gemengde patrouilles en controles (artikel 25). De Belgische autoriteiten en diensten zullen dus rekening moeten houden met deze territoriale beperkingen voor Nederland.

1.5. Betrokken ambtenaren

Het Verdrag is van toepassing op de bevoegde ambtenaren van de Partijen, zoals beschreven in bijlage 1. Daaruit volgt dat het Verdrag alleen van toepassing is op de politieambtenaren van de Federale en de Lokale politie, evenwel met uitzondering van de hulpagenten en leden van het administratief en logistiek kader, ten minste voor wat betreft de uitvoering van de politieopdrachten. Leden van het administratief en logistiek kader kunnen echter wel belast worden met louter voorbereidende taken, zoals het overbrengen en het onderhoud van materiaal tijdens de opdrachten of de herstelling van defecten.

Het Verdrag is eveneens van toepassing op "elke naar behoren gemachtigde ambtenaar wanneer deze politieopdrachten uitvoert"; hiermee worden beoogd de ambtenaren met politiebevoegdheid door of krachtens de wet in de uitvoering van hun opdrachten en enkel als het de uitoefening van genoemde opdrachten betreft (voorbeeld: de douaneambtenaren). Praktisch zullen aan de hand van operationele akkoorden, per geval, de bij de voorgenomen operaties betrokken ambtenaren worden vastgesteld.

De beschermingsagenten van de Veiligheid van de Staat zijn expliciet aangewezen in de uitvoering van hun opdrachten van bescherming van personen.

2. Bijzondere aspecten van de politiesamenwerking

Voor een compleet en gedetailleerd overzicht van alle bepalingen van het Verdrag en hun precieze reikwijdte, raden wij u aan het Verdrag, de memorie van toelichting op de wet van 13 februari 2005 ter goedkeuring van het Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg inzake grensoverschrijdend politieoptreden en de bijlagen (3) te lezen.

Ils nous a semblé néanmoins important d'attirer l'attention des autorités et des services concernés sur certains des aspects les plus novateurs et les plus importants du Traité, tant pour les autorités et services de police que pour la population, à savoir :

- les principes généraux en matière d'intervention transfrontalière
- l'assistance réciproque
- la poursuite et l'observation transfrontalière
- la protection de personnes
- les centres de police communs
- les patrouilles mixtes et les contrôles mixtes
- l'échange de données à caractère personnel
- l'exercice de l'autorité
- l'utilisation des moyens de contrainte et de la force
- la responsabilité civile et pénale

2.1. Principes relatifs à l'intervention transfrontalière

L'intervention transfrontalière effectuée en application et dans le cadre du Traité a toujours lieu dans le respect des limites fixées par le droit national en vigueur dans l'Etat d'accueil pour une telle intervention. Ainsi, on évite que les fonctionnaires étrangers n'agissent contrairement au droit en vigueur dans l'Etat d'accueil ou qu'ils n'aient davantage de compétences que les fonctionnaires nationaux de l'Etat d'accueil.

En outre, le fonctionnaire transfrontalier est placé sous l'autorité et les ordres des autorités localement compétentes ou, plus précisément, sous la direction du fonctionnaire local compétent. Par conséquent, les fonctionnaires transfrontaliers sont tenus d'être au courant des règles et des méthodes de travail en vigueur dans l'Etat d'accueil.

Un programme de formation est actuellement en cours d'organisation. Les fonctionnaires qui seront amenés à effectuer des interventions transfrontalières seront tenus de suivre ce programme.

2.2. L'assistance réciproque

Les articles 4 à 8 inclus du Traité régissent l'assistance réciproque, qu'il s'agisse de l'assistance sur demande (art 4 à 6) ou de l'intervention sur initiative (art. 7 et 8). Il est clair qu'en cette matière, l'assistance sur demande est la règle et l'intervention sur initiative propre est plutôt l'exception. Les deux formes d'assistance valent dans le cadre du maintien de l'ordre public et de la sécurité au sens large.

L'intervention transfrontalière liée à la prévention et à la recherche de faits punissables est régie dans d'autres traités, comme la Convention d'application de l'Accord de Schengen et les traités d'entraide judiciaire, mais également dans les articles 18 et 19 de ce Traité.

2.2.1. L'intervention transfrontalière sur demande

Cette intervention s'inscrit principalement dans le cadre des organisations communes, de la coordination d'événements et de transports organisés. Par événements, on entend entre autres les événements sportifs, les festivités, les manifestations publiques et autres pour lesquels une intervention transfrontalière est nécessaire en vue du bon déroulement général. A l'échelle européenne, elle concerne par exemple l'organisation de sommets, de conseils et autres événements politiques de haut niveau. Par transports, on entend les transports organisés de personnes ou de biens (transports nucléaires, transports de valeurs, transports de personnes dans le cadre d'opérations communes d'éloignement d'étrangers du territoire,...), au sens d'un accompagnement de ces transports de l'autre côté de la frontière, l'objectif consistant à éviter des transferts et autres formalités qui demandent beaucoup de temps.

Le formulaire de demande d'intervention prévue à l'article 4 du Traité ainsi la désignation des autorités compétentes des trois pays figure à l'annexe de la présente circulaire.

La partie destinataire d'une demande d'assistance doit prendre une décision au sujet de celle-ci dans les plus brefs délais. Cette décision doit être communiquée à l'autorité requérante. Au cas où la demande est refusée, la partie requise doit invoquer des raisons légitimes. Une demande pourrait par exemple être refusée en raison d'une capacité disponible insuffisante ou parce que les parties ne sont pas d'accord au sujet de la répartition des frais, ou encore pour d'autres motifs prévus dans le cadre de l'article 42 du Traité.

L'exercice de compétences en cas d'assistance sur demande a toujours lieu conformément au droit de l'Etat d'accueil. Par ailleurs, les fonctionnaires et unités transfrontaliers sont en permanence sous l'autorité et les ordres des autorités locales compétentes.

Het leek ons evenwel belangrijk de aandacht van de betrokken autoriteiten en diensten te vestigen op een aantal van de meest vernieuwende en belangrijkste aspecten van het Verdrag, zowel voor de autoriteiten en politiediensten als voor de bevolking, te weten :

- de algemene principes inzake grensoverschrijdend optreden
- de wederzijdse bijstand
- de grensoverschrijdende achtervolging en observatie
- de bescherming van personen
- de gemeenschappelijke politiecentra
- de gemengde patrouilles en controles
- de uitwisseling van persoonsgegevens
- de gezagsuitoefening
- het gebruik van geweld en dwangmiddelen
- burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid

2.1. Principes met betrekking tot het grensoverschrijdend optreden

Grensoverschrijdend optreden in het kader van het Verdrag vindt te allen tijde plaats binnen de kaders die het nationale recht van de gaststaat aan een dergelijk optreden stelt. Zo wordt voorkomen dat buitenlandse ambtenaren in strijd handelen met het recht van de gaststaat of dat zij meer bevoegdheden hebben dan de eigen, nationale ambtenaren.

Voorts staat de grensoverschrijdende ambtenaar onder het gezag en het bevel van de ter plaatse in de gaststaat bevoegde overheid, respectievelijk de lokale bevoegde ambtenaar. Een en ander vereist dat de grensoverschrijdende ambtenaren op de hoogte zijn van de geldende regels en de werkwijzen in de gaststaat.

Momenteel wordt gewerkt aan de organisatie van een opleidingsprogramma. De ambtenaren die grensoverschrijdend zullen gaan optreden, zullen aan dit programma moeten deelnemen.

2.2. Wederzijdse bijstand

De artikelen 4 tot en met 8 van het Verdrag betreffen de regeling inzake de wederzijdse bijstand, zowel wat betreft de bijstand op verzoek (art. 4 tot en met 6) als het optreden op eigen initiatief (art. 7 en 8). Het is duidelijk dat bijstand op verzoek hierbij de regel is en het optreden op eigen initiatief eerder de uitzondering. Beide vormen van bijstand gelden in het kader van de handhaving van de openbare orde en veiligheid in de ruime zin van het woord.

Grensoverschrijdend optreden in verband met voorkoming en opsporing van strafbare feiten is geregeld in andere verdragen, zoals de Schengen Uitvoeringsovereenkomst en de rechtshulpverdragen, maar ook in de artikelen 18 en 19 van dit Verdrag.

2.2.1. Grensoverschrijdend optreden op verzoek

Grensoverschrijdend optreden op verzoek situeert zich voornamelijk in het kader van gezamenlijke organisaties, coördinatie van evenementen en georganiseerde sporten. Met evenementen worden onder andere sportwedstrijden, feestelijkheden, openbare manifestaties en dergelijke bedoeld, waarvoor een grensoverschrijdend optreden noodzakelijk is om het geheel efficiënt te doen verlopen. In Europa wordt onder meer gedacht aan de organisatie van topontmoetingen, raden en andere politieke evenementen van hoog niveau. Met sporten worden georganiseerde sporten van mensen of goederen (nucleaire transporten, waardetransporten, personenvervoer in het kader van gezamenlijke verwijdering van vreemdelingen van het grondgebied,...) bedoeld, in de zin van een begeleiding van deze transporten over de grens waardoor tijdrovende werkzaamheden en andere formaliteiten kunnen worden vermeden.

Het formulier voor het aanvragen van bijstand in de zin van artikel 4 van het verdrag, alsook de aanduiding van de bevoegde autoriteiten van de drie landen, is opgenomen als bijlage bij deze omzendbrief.

De ontvangende partij dient zo spoedig mogelijk een beslissing te nemen over het verzoek. Deze beslissing moet aan de verzoekende autoriteit worden meegedeeld. In geval het verzoek wordt geweigerd moet de aangezochte partij daarvoor gegronde redenen aanvoeren. Een verzoek zou bijvoorbeeld kunnen worden geweigerd omdat er onvoldoende capaciteit beschikbaar is of omdat de partijen het niet eens worden over de kostenverdeling of op andere in artikel 42 van het Verdrag voorziene gronden.

Het uitoefenen van bevoegdheden bij bijstand op verzoek vindt altijd plaats in overeenstemming met het recht van de gaststaat. Verder staan de grensoverschrijdende ambtenaren en eenheden voortdurend onder het gezag en het bevel van de lokale bevoegde autoriteiten.

Les compétences énumérées - de manière non limitative - à l'article 5 du Traité doivent toujours être exercées dans le respect des exigences de proportionnalité et de subsidiarité. Il s'agit des compétences liées :

- à la protection des personnes
- aux patrouilles et à la surveillance de certains terrains
- au contrôle de l'accès à une partie de terrain donnée, située autour d'une infrastructure où ont lieu des manifestations ou événements
- au règlement de la circulation
- à la fouille des parties de terrain
- au contrôle de l'identité des personnes
- à l'accompagnement, d'un pays à un autre, de supporters dans le cadre d'événements sportifs.

2.2.2. L'intervention sur initiative propre en matière de police administrative

Cette intervention se déroulera lorsque, en pratique, des situations surviennent où le temps nécessaire à la procédure d'une demande d'assistance fait défaut. Il pourrait par exemple en être ainsi dans le cas de calamités dans la région frontalière. Il est donc possible que dans des situations urgentes, des fonctionnaires puissent procéder à une intervention transfrontalière sans que celle-ci ne soit précédée d'une demande à l'Etat d'accueil.

Dans la mesure où, en cas d'intervention sur initiative propre, les fonctionnaires ne sont dans un premier temps pas sous les ordres de l'autorité compétente de l'Etat d'accueil, le Traité a assorti l'exercice de ce type d'intervention de conditions strictes.

L'intervention sur initiative propre n'est autorisée que dans le cas d'une situation d'urgence dans le cadre du maintien de l'ordre public et de la sécurité. Elle doit être immédiatement si née, en cas de franchissement de la frontière, à l'autorité compétente de l'Etat d'accueil et reste limitée, pour les Pays-Bas, à la région frontalière. L'annexe à la présente circulaire désigne pour chaque Etat l'autorité compétente mentionnée à l'article 7.2 du Traité ainsi que la procédure à suivre.

Il y a situation urgente lorsque le franchissement de la frontière est nécessaire pour parer à un danger pressant pour l'intégrité physique, les biens ou la santé ou pour prévenir un trouble grave de l'ordre public et de la sécurité. Il faut en outre avoir la quasi-certitude que les fonctionnaires de l'Etat d'accueil ne pourront pas arriver à temps sur place. Le danger pour la santé publique vise également la santé des animaux et donc les mesures qui doivent être adoptées pour éviter la propagation d'une maladie animale contagieuse.

L'autorité compétente de l'Etat d'accueil peut décider immédiatement ou ultérieurement de reprendre la poursuite de l'intervention transfrontalière. C'est sans doute ce qui se passera en règle générale, mais il n'y a aucune obligation et il se pourrait donc que l'autorité compétente du pays d'accueil invite les fonctionnaires qui ont agi sur initiative propre à continuer leur intervention. En tout cas, l'information est confirmée aux fonctionnaires qui ont pris l'initiative de l'intervention et toutes les informations nécessaires leur sont fournies afin d'éviter de contrecarrer l'éventuelle intervention de l'Etat d'accueil.

Les compétences que peuvent exercer les fonctionnaires transfrontaliers lorsqu'ils agissent sur initiative doivent être envisagées à la lumière de la situation particulière. Il s'agit donc uniquement des compétences dont l'application ne souffre aucun retard; en d'autres termes, l'intervention peut uniquement viser à parer au danger pressant ou à la prévention de troubles de l'ordre public et de la sécurité. Par ailleurs, l'exercice de ces compétences doit être conforme au droit de l'Etat d'accueil et celles-ci ne peuvent jamais excéder celles autorisées dans l'Etat expéditeur (4).

De bevoegdheden, die in artikel 5 van het Verdrag worden opgesomd en die niet limitatief zijn, dienen te allen tijde worden uitgeoefend met inachtneming van de eisen van proportionaliteit en subsidiariteit. De bevoegdheden slaan op :

- de bescherming van personen
- de patrouilles en het toezicht houden op bepaalde terreinen
- de controle bij de toegang tot een bepaald aangewezen gebied rondom een infrastructuur waar manifestaties of evenementen worden gehouden
- de regeling van het verkeer
- het doorzoeken van terreingedeelten
- de identiteitscontrole van personen
- het begeleiden van supporters van het ene naar het andere land in het kader van sportevenementen.

2.2.2. Optreden op eigen initiatief op vlak van bestuurlijke politie

Optreden op eigen initiatief kan zich voordoen wanneer zich in de praktijk situaties voordoen waarin de tijd voor de procedure van een verzoek om bijstand ontbreekt. Dit zou bijvoorbeeld het geval kunnen zijn bij een ramp in de grensstreek. Het is dus mogelijk dat ambtenaren in spoedeisende situaties, zonder voorafgaand verzoek aan de gaststaat, grensoverschrijdend kunnen optreden.

Aangezien, in geval van optreden op eigen initiatief, de ambtenaren in eerste instantie niet onder het bevel van de bevoegde autoriteit van de gaststaat staan, heeft het Verdrag de uitoefening van dit type optreden aan strikte voorwaarden onderworpen.

Het optreden op eigen initiatief is slechts toegestaan in het geval van een in het kader van de handhaving van de openbare orde en veiligheid spoedeisende situatie. Zij dient onmiddellijk bij het overschrijden van de grens te worden gemeld aan de bevoegde autoriteit van de gaststaat en blijft voor wat Nederland betreft beperkt tot de grensstreek. De bijlage bij deze omzendbrief duidt voor elke staat de in artikel 7.2 van het verdrag vermelde bevoegde autoriteit aan alsook de te volgen procedure.

Er is sprake van een spoedeisende situatie wanneer de grensoverschrijdende noodzakelijk is om een acuut gevaar voor de fysieke integriteit van mensen, goederen of de openbare gezondheid af te wenden dan wel om een ernstige verstoring van de openbare orde en veiligheid te voorkomen. Bovendien moet er quasi zekerheid bestaan dat de ambtenaren van de gaststaat niet tijdig ter plaatse zullen kunnen zijn. Het gevaar voor de openbare gezondheid voorziet ook de gezondheid van dieren en dus de maatregelen die genomen moeten worden om de verspreiding van een besmettelijke dierziekte te voorkomen.

De bevoegde autoriteit van de gaststaat kan onmiddellijk of naderhand bepalen dat het grensoverschrijdend optreden zal worden overgenomen. In de regel zal dit altijd gebeuren, maar het is geen verplichting en het is dus mogelijk dat de bevoegde autoriteit van het gastland de ambtenaren die op eigen initiatief gehandeld hebben, vraagt hun optreden voort te zetten. In ieder geval wordt de melding aan de initiatiefnemers bevestigd en wordt hen alle informatie verstrekt die noodzakelijk is ter voorkoming van een eventuele doorkruising van een optreden van de gaststaat.

De bevoegdheden die de grensoverschrijdende ambtenaren kunnen uitoefenen wanneer zij handelen op eigen initiatief, moeten worden gezien in het licht van die bijzondere situatie. Het gaat dus uitsluitend om die bevoegdheden waarvan de toepassing geen uitstel kan dulden; het optreden mag met andere woorden uitsluitend gericht zijn op de afwending van het acute gevaar of de voorkoming van de ernstige verstoring van de openbare orde en veiligheid. Daarenboven moet het uitoefenen van deze bevoegdheden in overeenstemming zijn met het recht van de gaststaat en mogen zij nooit verder gaan dan deze die zijn toegestaan in de zendstaat (4).

2.2.3. La fourniture de moyens et de matériel

Les autorités compétentes d'un des pays signataires du Traité peuvent demander à celles des autres pays signataires à disposer de moyens supplémentaires en vue du maintien de l'ordre public (canons à eau, matériels de barrages routiers, véhicules blindés, etc.). Non seulement les fonctionnaires de l'Etat expéditeur, mais également ceux de l'Etat d'accueil peuvent se servir des moyens et du matériel fournis. Dans ce dernier cas, l'Etat expéditeur se charge de la formation et des explications. Les moyens et le matériel fournis figureront alors dans un état récapitulatif.

2.3. La poursuite et l'observation transfrontalières

2.3.1. La poursuite transfrontalière

La base réglementaire pour la poursuite transfrontalière est et reste l'article 41 de la CAS. Il s'agit d'une compétence considérée comme un moyen ultime, à n'appliquer que si les autorités de l'autre Partie contractante ne peuvent, en raison du caractère urgent de la situation, être averties au préalable ni être présentes sur place à temps pour se charger elles-mêmes de la poursuite.

Sans préjudice des dispositions de l'article 41 de la CAS, le Traité stipule que la poursuite peut aussi continuer au-delà de la frontière si elle concerne des personnes qui se sont soustraites à une peine privative de liberté ou qui sont suspectées d'un fait punissable pouvant donner lieu à une extradition; afin d'optimiser les possibilités de poursuite transfrontalière, les fonctionnaires sont désormais compétents pour continuer la poursuite sur le territoire de l'Etat d'accueil, sans aucune restriction dans l'espace ni dans le temps. L'article 27 du Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale (Traité Benelux d'extradition) est abrogé. La limitation territoriale de 10 km n'est donc plus d'application. Vu l'abrogation de l'article 27, il était nécessaire de maintenir l'extension concernant le flagrant délit par rapport à l'article 41 de la CAS : comme par le passé, le flagrant délit ne constitue pas entre les partenaires Benelux une exigence absolue pour pouvoir entamer une poursuite. Ceci ne signifie cependant pas que l'on puisse entamer une poursuite dans n'importe quel cas; il faut en effet qu'existent des présomptions raisonnables de soupçonner la personne à poursuivre de la commission d'un fait pouvant donner lieu à extradition. En ce domaine, les Parties contractantes ont déclaré vouloir conserver le délai de six mois tel qu'il était auparavant prévu dans l'accord Benelux. Ceci ne porte cependant pas atteinte à l'obligation d'entrer le plus vite possible en contact avec les autorités de l'Etat d'accueil.

Enfin, les fonctionnaires sont à présent également compétents pour mener une poursuite sur les voies maritimes et navigables ainsi que dans l'espace aérien.

2.3.2. L'observation transfrontalière

Le Traité prévoit un élargissement de la réglementation relative à l'observation transfrontalière, telle que régie par l'article 40 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

C'est ainsi que le fonctionnaire de recherche est compétent pour poursuivre l'observation de personnes qui se sont soustraites à une peine privative de liberté découlant d'un fait punissable pouvant donner lieu à une extradition, ainsi que de personnes pouvant mener à la découverte de la personne concernée et ce, sur le territoire de l'Etat d'accueil. Il convient néanmoins de souligner que pour que cette disposition puisse entrer en vigueur aux Pays-Bas, ce pays devra au préalable modifier sa législation nationale.

L'article 19, point *b*, du Traité prévoit explicitement la possibilité d'utiliser des moyens techniques pour mener l'observation. L'engagement de ces moyens doit cependant être conforme au droit national et les fonctionnaires doivent avoir reçu l'autorisation concrète du Ministère public compétent de les utiliser.

A des fins d'observation, des aéronefs et bateaux sont également utilisés dans la pratique. Afin de permettre des observations transfrontalières dans ces cas également, le Traité prévoit que l'observation peut également être menée dans l'espace aérien ainsi que sur les voies maritimes et navigables.

2.2.3. Levering van middelen en materiaal

De bevoegde autoriteiten van een van de verdragsluitende landen kunnen aan de autoriteiten van de andere verdragsluitende landen vragen te beschikken over bijkomende middelen ter handhaving van de openbare orde (waterkanonnen, materiaal voor wegversperringen, pantserwagens, e.d.). Niet alleen ambtenaren van de zendstaat, maar ook die van de gaststaat kunnen zich van de geleverde middelen en het materiaal bedienen. In het laatste geval draagt de zendstaat zorg voor opleiding en toelichting. De geleverde middelen en het geleverde materiaal zullen in een verzamelstaat staan.

2.3. Grensoverschrijdende achtervolging en observatie

2.3.1. Grensoverschrijdende achtervolging

De wettelijke basis voor grensoverschrijdende achtervolging is en blijft artikel 41 van de Schengen Uitvoeringsovereenkomst. Het betreft een bevoegdheid die als uitiem middel beschouwd wordt en slechts mag worden toegepast als de autoriteiten van de andere Verdragsluitende Partij vanwege de spoedeisende situatie niet vooraf kunnen worden gewaarschuwd dan wel niet tijdig ter plaatse kunnen zijn om de achtervolging over te nemen.

Onverminderd de bepalingen van artikel 41 van de Schengen Uitvoeringsovereenkomst, bepaalt het Verdrag dat de achtervolging over de grens mag worden voortgezet in het geval de achtervolgde persoon zich heeft onttrokken aan een vrijheidsstraf of verdachte is van een strafbaar feit waarvoor uitlevering mogelijk is. Om de mogelijkheden van de grensoverschrijdende achtervolging te optimaliseren, worden de ambtenaren thans bevoegd de achtervolging op het grondgebied van de gaststaat voort te zetten, zonder enige beperking in tijd of in afstand. Artikel 27 van het Verdrag aangaande uitlevering en rechtshulp in strafzaken (Benelux Uitleveringsverdrag) komt te vervallen. De territoriale beperking van 10 kilometer is dus niet meer van toepassing. Aangezien artikel 27 werd opgeheven was het nodig om de reeds bestaande verruiming inzake heterdaad ten aanzien van het artikel 41 SUO te behouden. Net zoals voorheen is tussen de Benelux-partners heterdaad geen absolute vereiste om een achtervolging te kunnen starten. Dit betekent echter niet dat men in alle gevallen een achtervolging kan inzetten, er moeten dus wel redelijke vermoedens zijn om de te achtervolgen persoon te verdenken dat hij een feit zal plegen dat tot uitlevering aanleiding kan geven. Inzake dit laatste hebben de Verdragsluitende Partijen verklaard dat zij hierbij de vroegere termijn van 6 maanden voorzien in het Benelux Uitleveringsverdrag wensen te handhaven. Dit laat de verplichting om zo spoedig mogelijk in contact te treden met de autoriteiten van de gaststaat onverlet.

Tenslotte, zijn de ambtenaren thans ook bevoegd een achtervolging over zee en waterwegen of door het luchtruim voort te zetten.

2.3.2. Grensoverschrijdende observatie

Het Verdrag voorziet een uitbreiding van de regeling met betrekking tot de grensoverschrijdende observatie, zoals geregeld in artikel 40 van de Schengen Uitvoeringsovereenkomst.

Zo is de opsporingsambtenaar bevoegd de observatie van personen die zich onttrokken hebben aan een vrijheidsstraf opgelegd vanwege het plegen van een strafbaar feit dat tot uitlevering aanleiding kan geven, alsmede personen die kunnen leiden naar de betreffende persoon, voort te zetten op het grondgebied van de gaststaat. Hier dient echter benadrukt dat, alvorens deze bepaling in Nederland zal kunnen worden toegepast, er eerst een wetswijziging zal nodig zijn.

Artikel 19, onderdeel *b*, voorziet uitdrukkelijk in de mogelijkheid om voor de observatie technische hulpmiddelen te gebruiken. Deze technische middelen mogen slechts worden gebruikt voorzover de inzet van deze middelen in overeenstemming is met het nationale recht en daarvoor door het bevoegde Openbaar ministerie in concreto toestemming is verleend.

Ten behoeve van observatiedoelinden worden in de praktijk ook lucht- en watervaartuigen ingezet. Om ook in die gevallen grensoverschrijdende observatie mogelijk te maken, voorziet het Verdrag dat de observatie tevens door het luchtruim en over water kan worden voortgezet.

2.4. La protection de personnes

Le Traité prévoit en son article 22 l'intervention transfrontalière de fonctionnaires en vue de la protection de personnes. En raison du caractère particulier de la protection de personnes, ce règlement déroge à certains égards aux dispositions en matière d'assistance, de moyens de contrainte et d'exercice de la force. Cela s'explique par le fait que, du côté belge, d'autres fonctionnaires que des fonctionnaires de police sont engagés à cet effet. La protection de personnes - à l'exception de celles qui sont protégées par des unités spéciales de police - est une mission qui incombe aux agents de protection de la Sûreté de l'Etat (5).

Les missions de protection sont décidées par la Direction générale Centre de Crise du SPF Intérieur; cette direction générale est également désignée en qualité de point de contact national pour les contacts avec les autorités néerlandaises et luxembourgeoises.

Les fonctionnaires d'une Partie contractante peuvent poursuivre leur mission de protection de personnes sur le territoire d'une autre Partie contractante, à condition que celle-ci y ait consenti. L'autorité compétente du pays dans lequel la mission de protection est menée est libre de décider de reprendre la mission ou non.

L'exercice de la contrainte et de la force dans le cadre d'une mission de protection de personnes est limité aux situations de légitime défense (6) de soi-même, des personnes à protéger ou autres, dans le respect du droit de l'Etat d'accueil.

Le règlement général relatif à l'exercice de la contrainte et de la force après un franchissement de la frontière, qui est abordé à l'article 33 (voir infra), est plus vaste, mais principalement axé sur les compétences des fonctionnaires de police. Le règlement particulier de l'article 22 tente de limiter le plus possible l'exercice de la contrainte et de la force par des fonctionnaires non policiers.

2.5. Les centres de police communs

Un centre de police commun, dans le cadre du Traité, peut simplifier et accélérer l'échange transfrontalier et direct d'informations, accroître la qualité et la quantité des données, veiller à détecter à temps les situations qui peuvent entraîner une intervention policière transfrontalière et améliorer la coordination des opérations des deux côtés de la frontière.

En outre, le centre de police commun peut tenir lieu de « helpdesk » pour les questions et informations relatives à la coopération policière au sens le plus large du terme.

Par ailleurs, un centre de police commun peut servir d'intermédiaire entre les pays concernés et les autorités compétentes en ce qui concerne des sujets abordés dans le Traité (par exemple, l'assistance, les demandes de matériel et de moyens, l'échange de personnel).

2.6. Les patrouilles et les contrôles mixtes

2.6.1. Finalités des patrouilles et contrôles mixtes

L'article 25 du Traité prévoit la possibilité d'organiser des patrouilles et des contrôles mixtes dans la région frontalière. Les patrouilles et contrôles mixtes peuvent s'effectuer à différentes fins. Elles peuvent ainsi organiser en commun des contrôles de la circulation et des contrôles d'alcoolémie, de même que des patrouilles mixtes peuvent aussi se dérouler, par exemple, dans le cadre de la lutte contre et de la prévention du séjour illégal d'étrangers ou du trafic d'êtres humains.

L'article 2, § 2 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen prévoit la possibilité, pour chaque Partie contractante, de réintroduire des contrôles aux frontières dans le cadre de l'ordre public et de la sécurité et ce, sous certaines conditions. L'application de cette mesure est également l'objet d'une Résolution du Conseil de l'Union européenne (7), dans laquelle il est demandé aux Etats membres de mettre tous les moyens en oeuvre afin de limiter autant que possible les désagréments causés par les contrôles.

Au cas où une mesure de contrôle serait adoptée par plus d'une Partie contractante et que les Parties concernées seraient par ailleurs des pays voisins, il existe la possibilité d'introduire le "principe du one-stop" qui consiste, dans une zone déterminée, à installer un seul point de contrôle frontalier où les unités des deux Parties contractantes n'effectuent qu'un seul contrôle, soit à l'aller, soit au retour.

2.6.2. Compétences des fonctionnaires dans le cadre de patrouilles et de contrôles mixtes.

Dans le cadre du Traité Benelux, il revient aux Etats contractants de décider quelles compétences seront exercées par des fonctionnaires étrangers sur leur territoire. Elles seront adaptées aux missions par les autorités compétentes dans un esprit d'équivalence et d'harmonisation.

Pour ce qui concerne la Belgique, un projet de modification de la Loi sur la Fonction de Police consistant en l'ajout d'un article devant servir de base légale pour l'exercice de compétences policières dans un contexte transfrontalier est en préparation.

2.4. Bescherming van personen

Het Verdrag voorziet in artikel 22 het grensoverschrijdend optreden van ambtenaren ten behoeve van de bescherming van personen. Deze regeling wijkt vanwege het bijzondere karakter van persoonsbescherming op sommige punten af van de algemene bepalingen inzake bijstand, dwangmiddelen en het gebruik van geweld. Dat wordt verklaard door het feit dat aan Belgische zijde hiervoor ook andere ambtenaren dan politieambtenaren worden ingezet. Bescherming van personen - met uitzondering van diegenen die door bijzondere politie-eenheden worden beschermd - is een opdracht voor de beschermingsagenten van de Veiligheid van de Staat (5).

Tot de beschermingsopdrachten wordt beslist door de Algemene Directie Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken die tevens aangeduid is als nationaal contactpunt voor de contacten met de Nederlandse en Luxemburgse autoriteiten.

De ambtenaren van een Verdragsluitende Partij kunnen hun opdracht van persoonsbescherming voortzetten op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij, op voorwaarde dat deze hiermee heeft ingestemd. De bevoegde autoriteit van het land waar de beveiligingsopdracht wordt voortgezet, is vrij om te besluiten de opdracht over te nemen of niet.

Het gebruik van dwang en geweld in het kader van een beschermingsopdracht van personen wordt beperkt tot de situatie van wettige verdediging(6) van zichzelf, van de te beschermen personen of van een ander met inachtneming van het recht van de gaststaat.

De algemene regeling aangaande het gebruik van dwang en geweld na een grensoverschrijding, behandeld in artikel 33 (zie verderop), is breder maar voornamelijk gericht op de bevoegdheden van de politieambtenaren. Met de bijzondere regeling van artikel 22 wordt getracht het gebruik van dwang en geweld door niet-politieambtenaren tot het strikte minimum te beperken.

2.5. Gemeenschappelijke politiecentra

Een gemeenschappelijk politiecentrum in het kader van dit Verdrag kan de grensoverschrijdende rechtstreekse informatie-uitwisseling (7) vereenvoudigen en versnellen, de kwaliteit en de kwantiteit van de gegevens vergroten, ervoor zorgen dat situaties die kunnen leiden tot grensoverschrijdend politieoptreden tijdig worden onderkend en de coördinatie van operaties aan beide kanten van de grens verbeteren.

Daarnaast kan het gemeenschappelijk politiecentrum een helpdesk zijn met betrekking tot vragen en informatie aangaande de politieke samenwerking in de meest ruime zin van het woord.

Voorts kan een gemeenschappelijk politiecentrum functioneren als intermediair tussen de betrokken landen en bevoegde autoriteiten met betrekking tot onderwerpen zoals geregeld in dit Verdrag (bijvoorbeeld bijstand, aanvraag materieel en middelen, uitwisseling van personeel).

2.6. Gemengde patrouilles en controles

2.6.1. Doel van de gemengde patrouilles en controles

Artikel 25 van het Verdrag voorziet in de mogelijkheid om gemengde patrouilles en controles in de grensstreek te organiseren. De gemengde patrouilles en controles kunnen verschillende doeleinden hebben. Zo kunnen gezamenlijke verkeerscontroles en alcoholcontroles georganiseerd worden en kunnen er, bijvoorbeeld in het kader van de bestrijding en preventie van illegaal verblijf van vreemdelingen en mensensmokkel, gezamenlijke patrouilles plaatsvinden.

Artikel 2 § 2 van de Schengen Uitvoeringsovereenkomst voorziet de mogelijkheid voor elke verdragsluitende partij om in het kader van de openbare orde en veiligheid, onder bepaalde voorwaarden, opnieuw grenscontroles in te voeren. De toepassing van deze maatregel is ook voorwerp van een Resolutie van de Raad van de Europese Unie(8), waarin de lidstaten worden gevraagd alles in het werk te stellen om de ongemakken die door de controles worden veroorzaakt tot een minimum te beperken.

Voor het geval dat deze maatregel door meer dan één verdragsluitende partijen, die tevens buurlanden zijn, zou genomen worden bestaat de mogelijkheid om in dergelijke omstandigheden het "one-stop principe" in te voeren: in een bepaalde zone aan weerszijden van de grens, wordt één grenscontrolepunt geïnstalleerd, waar de eenheden van beide verdragsluitende partijen slechts één controle uitvoeren, hetzij voor inreis hetzij voor uitreis.

2.6.2. Bevoegdheden van de ambtenaren bij gemengde patrouilles en controles.

In het kader van het Benelux Verdrag is het aan de Verdragsluitende landen om te bepalen welke bevoegdheden vreemde ambtenaren op hun grondgebied mogen uitoefenen. Zij worden aangepast aan de opdrachten die door de bevoegde autoriteiten zijn vastgesteld, waarbij gestreefd wordt naar harmonisering en naar gelijkwaardigheid.

Een voorstel tot wijziging van de Wet op het politieambt, waardoor een artikel zou toegevoegd worden dat als wettelijke basis zou dienen voor het uitoefenen van politiebevoegdheden in een grensoverschrijdende context, wordt momenteel voorbereid.

L'intervention en patrouilles et contrôles mixtes est coordonnée par les autorités compétentes des Parties contractantes. Outre la décision et la nécessité de procéder à une intervention commune, les autorités compétentes concernées fixent les aspects opérationnels des patrouilles et contrôles en termes d'objectif, de durée et de fréquence et ils les consignent dans un accord d'exécution. Dans cet accord, il conviendra également d'opérer un choix parmi les compétences qui peuvent être octroyées dans le cadre du traité. La nature de l'intervention doit à cet égard être primordiale. Le principe de l'équivalence doit permettre d'éviter la confusion dans le chef des différents fonctionnaires et leurs dirigeants et doit garantir l'uniformité et, par là, l'efficacité de l'intervention commune.

2.7. L'échange de données à caractère personnel

2.7.1. Généralités

Un des principaux objectifs du Traité est de faciliter l'échange de données à caractère personnel entre les Parties contractantes. Conformément à la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, l'échange de données n'est autorisé que s'il vise une finalité bien spécifique et décrite précisément. L'article 10 du Traité mentionne par conséquent explicitement pour quelle finalité peut avoir lieu l'échange de données à caractère personnel provenant des registres visés expressément par le Traité (8).

En Belgique, le traitement des données à caractère personnel s'opère en application de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 (9). La communication de ces données s'effectue sur la base de la Loi sur la Fonction de Police (10); les données peuvent entre autres être communiquées à des services de police étrangers.

L'article 10 du Traité prévoit l'échange de données à la demande d'une partie, ainsi que l'échange sur initiative propre, lequel est soumis à la condition limitative visant à prévenir un danger grave et imminent ou à détecter un délit qui a affecté gravement l'ordre juridique de la Partie Contractante destinataire. La limitation ainsi prévue par le Traité, bien que ne figurant pas dans la législation belge, vise à empêcher qu'un flux d'informations trop important n'ait lieu dans le cadre de l'application du Traité, sans qu'il ne soit toujours vraiment utile.

Pour ce qui concerne les conditions dans lesquelles les informations obtenues peuvent servir de preuve, le traité renvoie au principe posé dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen, à savoir que les informations policières peuvent uniquement servir de preuve si une autorisation a été donnée à cet effet. En application du Traité, il sera possible de demander et de fournir une telle autorisation par le biais d'un simple fax, courrier ou e-mail (au lieu de la voie classique de l'entraide judiciaire).

2.7.2. L'échange direct de données

L'échange de données à caractère personnel au niveau international doit en principe s'effectuer par le biais d'un organe central: pour la Belgique, les données entrent et ressortent par l'intermédiaire de la Police fédérale - Direction générale de l'Appui opérationnel - Direction de la Coopération opérationnelle (DSO).

Dans le cadre du traité, il est désormais également possible d'échanger directement des données entre les services compétents, tels que mentionnés à l'annexe 4 du Traité. Pour la Belgique, il s'agit des données issues de la banque nationale de données, à l'exception des informations dont l'échange est soumis à une autorisation des autorités judiciaires. Une condition est que l'échange des données soit nécessaire à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 10, alinéa 1^{er}, du traité et que l'organe central (DSO) en soit informé. Cet échange direct des données peut également se dérouler via un centre de police commun.

Dans la région frontalière (pour les Pays-Bas), des données à caractère personnel relatives à une personne précise ou à un cas déterminé peuvent également être transmises sans une demande à cet effet.

2.7.3. La consultation directe des données

Les Parties contractantes peuvent non seulement échanger directement des données à caractère personnel, mais également avoir directement accès au registre d'immatriculation des véhicules. Dans l'avenir, il serait éventuellement possible d'étendre cette consultation directe à d'autres registres.

Het optreden in gezamenlijke patrouilles en gezamenlijke controles wordt gecoördineerd door de bevoegde autoriteiten van de Verdragssluitende Partijen. Naast de beslissing tot en de noodzaak van een gemengd optreden, bepalen de betrokken bevoegde autoriteiten de operationele aspecten van de patrouilles en controles, zoals doel, duur en frequentie, en leggen die vast in een uitvoeringsafpraak. In deze afspraak zal ook een keuze moeten worden gemaakt uit de bevoegdheden die in het kader van het Verdrag kunnen worden toegekend. De aard van het optreden dient hierbij van doorslaggevend belang te zijn. Het principe van de gelijkwaardigheid moet verwarring onder de verschillende ambtenaren en hun leidinggevenden voorkomen, en daarmee ook de uniformiteit en de efficiëntie van het gezamenlijke optreden garanderen.

2.7. De uitwisseling van persoonsgegevens

2.7.1. Algemeen

Eén van de belangrijkste doelstellingen van het Verdrag is het vergemakkelijken van de uitwisseling van persoonsgegevens tussen de Verdragssluitende Partijen. Overeenkomstig de Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, is gegevensuitwisseling slechts toegestaan indien het een nauwkeurig omschreven en welbepaalde finaliteit dient. Artikel 10 van het Verdrag vermeldt dan ook expliciet met welke finaliteit de uitwisseling van persoonsgegevens, uit registers die uitdrukkelijk in het Verdrag opgenomen zijn,(9) kan plaats vinden.

In België geschiedt de verwerking van persoonsgegevens in toepassing van de Wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, gewijzigd door de Wet van 11 december 1998 tot omzetting van de Richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995(10). De mededeling van die gegevens geschiedt op basis van de Wet op het politieambt(11); gegevens mogen onder meer meegedeeld worden aan buitenlandse politiediensten.

Artikel 10 van het Verdrag voorziet uitwisseling van gegevens op verzoek van een partij en de uitwisseling op eigen initiatief die aan de beperkende voorwaarde van voorkomen van een ernstig en dreigend gevaar of ter opsporing van een misdrijf, waardoor de rechtsorde van de ontvangende partij ernstig is verstoord, wordt onderworpen. De beperking die het Verdrag hier voorziet, hoewel deze niet in de Belgische wetgeving voorkomt, beoogt te beletten dat in het kader van de toepassing van het Verdrag een te grote informatiestroom zou kunnen ontstaan die niet altijd echt nuttig is.

Wat betreft de voorwaarden waaronder de verkregen informatie als bewijsmiddel mag worden gebruikt, herhaalt het Verdrag het in de Schengen Uitvoeringsovereenkomst opgenomen uitgangspunt dat politie-informatie slechts als bewijs kan worden gebruikt indien hiervoor de toestemming is gegeven. In toepassing van het Verdrag zou het mogelijk moeten zijn om een dergelijke toestemming met een eenvoudige fax, brief of e-mail te verzoeken en te verlenen (in plaats van de klassieke weg van de wederzijdse rechtshulp).

2.7.2. Rechtstreekse uitwisseling van gegevens

Uitwisseling van persoonsgegevens op internationaal niveau moet in principe via een centraal orgaan verlopen: dat betekent voor België dat de gegevens binnen komen en terug vertrekken via de Federale politie - Algemene Directie voor de Operationele ondersteuning - Directie voor de Operationele samenwerking (DSO).

In het kader van dit Verdrag is het nu eveneens mogelijk om rechtstreeks tussen de bevoegde diensten de informatie uit te wisselen zoals vermeld in bijlage 4 bij het Verdrag. Voor België zijn dit de gegevens uit de algemene nationale gegevensbank met uitzondering van de gegevens waarvan de uitwisseling onderworpen is aan een toestemming van de gerechtelijke overheden. Voorwaarde hierbij is dat de uitwisseling noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de in art. 10, eerste lid genoemde doeleinden en dat het centraal orgaan (DSO) hiervan op de hoogte wordt gebracht. Deze rechtstreekse uitwisseling kan eveneens via een gemeenschappelijk politiecentrum verlopen.

In de grensstreek (voor Nederland) kunnen persoonsgegevens betreffende een bepaalde persoon of bepaald geval ook zonder een daartoe bedoeld verzoek worden verstrekt.

2.7.3. Rechtstreekse raadpleging van gegevens

De Verdragssluitende Partijen kunnen niet alleen rechtstreeks persoonsgegevens uitwisselen, maar ook rechtstreeks toegang krijgen tot het kentekenregister der voertuigen. In de toekomst zou het eventueel mogelijk zijn om deze rechtstreekse raadpleging uit te breiden naar andere registers.

Une des conditions nécessaires est que la consultation directe du registre des immatriculations s'effectue de manière centralisée. Cela signifie qu'à partir d'un endroit du pays où est détecté un véhicule au sujet duquel on souhaite des informations, contact sera pris avec le registre des immatriculations de la Partie contractante où le véhicule est immatriculé. Une organisation centralisée de la consultation du registre des immatriculations permettra de lutter contre les abus et d'éviter que des personnes non autorisées n'aient accès au dispositif de traitement des données et que des informations ne soient lues, copiées, modifiées ou supprimées par ces personnes, que ce soit pendant le transfert ou non. En pratique, cela signifie qu'un fonctionnaire demande des informations concernant des véhicules étrangers via le point de contact national ainsi que via le centre commun. Le flux d'informations entre les pays s'effectue par voie électronique.

2.8. L'exercice de l'autorité

A partir du moment où ils interviennent au-delà de la frontière, les fonctionnaires sont sous l'autorité des autorités compétentes de l'Etat d'accueil. Il s'agit en principe, eu égard à l'intervention transfrontalière en vue du maintien de l'ordre public et de la sécurité et dans le cadre de l'exercice de tâches policières générales, des autorités administratives sur le territoire desquelles a lieu l'intervention transfrontalière. S'il s'agit d'une intervention transfrontalière à des fins pénales, ce sont les autorités judiciaires qui sont compétentes. Ces principes valent bien entendu également en cas d'intervention sur initiative propre.

Au niveau opérationnel, les fonctionnaires transfrontaliers sont sous les ordres des supérieurs des services locaux compétents. Dans le cas d'une intervention transfrontalière imprévue, les fonctionnaires ne sont pas, dans un premier temps, sous les ordres de l'autorité compétente de l'Etat d'accueil. Dès que l'autorité compétente est informée de l'intervention, la structure de commandement prend forme.

2.9. L'utilisation des moyens de contrainte et de la force

2.9.1. Inventaire des moyens de contrainte autorisés

En vertu de la réglementation nationale en la matière, les parties doivent déterminer quels moyens de contrainte matériels, préalablement inventoriés, sont autorisés sur le territoire des autres parties contractantes (11). Pour ce qui concerne la Belgique, c'est à l'initiative du Ministre de l'Intérieur que cet inventaire des moyens de contrainte que les fonctionnaires hollandais et luxembourgeois pourront utiliser sur le territoire belge sera très prochainement arrêté. Il va de soi que la liste détaillée desdits moyens ne fera pas l'objet d'une publication, pour des raisons évidentes de sécurité. Les autorités et services concernés en seront cependant dûment informés.

Deux exceptions sont prévues à la règle générale d'autorisation préalable susmentionnée. Si la situation requiert une intervention sur initiative propre, le fonctionnaire est compétent pour continuer à porter l'équipement et l'armement qu'il emporte et pour lequel l'Etat d'accueil n'a pas donné son autorisation, si celui-ci ne peut être déposé ou rangé en toute sécurité. Il ne peut néanmoins pas faire usage des moyens non autorisés. Cette exception ne s'applique pas aux moyens de contrainte matériels collectifs.

Par ailleurs, les moyens de contrainte matériels qui n'ont pas été autorisés peuvent être transportés, emportés ou portés si l'Etat d'accueil en a fait la demande dans le cadre d'une intervention au sens de l'article 4 du Traité ou dans le cadre d'une patrouille ou d'un contrôle mixte.

2.9.2. L'exercice de la contrainte et de la force

L'exercice de la force par des fonctionnaires étrangers est déjà abordé dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen et dans le Traité d'extradition Benelux. En vertu des articles 40, alinéa 3, point *d*, et 41, alinéa 5, point *e*, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, les agents observateurs et poursuivants qui procèdent à des interventions transfrontalières peuvent utiliser leur arme de service en cas de légitime défense. L'article 28 du Traité Benelux d'extradition prévoit l'utilisation de moyens de contrainte et de moyens de défense en cas de nécessité et dans les mêmes conditions que les agents de l'Etat d'accueil.

L'article 33 du Traité prévoit un règlement général relatif au recours à la contrainte et à la force et un règlement spécifique relatif au recours à la contrainte par des fonctionnaires transfrontaliers lors d'une intervention dans le cadre du Traité.

Een van de noodzakelijke voorwaarden is dat de rechtstreekse raadpleging van het kentekenregister gecentraliseerd verloopt. Dit betekent dat vanuit één punt in het land waar een voertuig wordt aangetroffen waarover informatie gewenst is, contact wordt gelegd met het kentekenregister van de Verdragsluitende Partij waar het voertuig staat geregistreerd. Een gecentraliseerde organisatie van bevraging van het kentekenregister zal misbruiken tegengaan; voorkomen wordt dat onbevoegde personen toegang verkrijgen tot de verwerkingsapparatuur van de gegevens en dat informatie door die personen, al dan niet tijdens de overdracht, wordt gelezen, gekopieerd, gewijzigd of verwijderd. In de praktijk zal dit betekenen dat een ambtenaar informatie over buitenlandse voertuigen via het nationaal contactpunt alsook via het gemeenschappelijk politiecentrum zal kunnen opvragen. Het berichtenverkeer tussen de landen zal langs elektronische weg plaatsvinden.

2.8. Gezagsuitoefening

De ambtenaren staan vanaf het moment dat zij grensoverschrijdend optreden onder het gezag van de bevoegde autoriteiten van de gaststaat. In principe zijn dat, ten aanzien van het grensoverschrijdende optreden ter handhaving van de openbare en veiligheid en in het kader van de uitoefening van de algemene politietaken, de bestuurlijke overheden op wiens grondgebied het grensoverschrijdende optreden plaatsvindt en die het gezag over deze buitenlandse ambtenaren waarnemen. Wanneer het een grensoverschrijdend optreden met strafrechtelijke finaliteit betreft, zijn het de gerechtelijke overheden die bevoegd zijn. Deze principes gelden natuurlijk ook bij een optreden op eigen initiatief.

Op operationeel niveau staan de grensoverschrijdende ambtenaren onder het bevel van de plaatselijke bevoegde dienstoversten. In het geval van een onvoorziën grensoverschrijdend optreden staan de ambtenaren in eerste instantie niet onder het bevel van de bevoegde autoriteit van de gaststaat. Zodra de bevoegde autoriteit op de hoogte is gesteld van het optreden, ontstaat de bevelsstructuur.

2.9. Het gebruik van dwangmiddelen en geweld

2.9.1. Inventaris van de toegestane dwangmiddelen

Aan de hand van de nationale regelgeving terzake, dienen de partijen te bepalen welke van de geïnventariseerde materiële dwangmiddelen op de verschillende grondgebieden worden toegestaan (12). Wat België betreft zal, op initiatief van de Minister van Binnenlandse Zaken, de inventaris van dwangmiddelen die de Nederlandse en Luxemburgse ambtenaren kunnen gebruiken op het Belgisch grondgebied zeer binnenkort worden vastgelegd. Het spreekt voor zich dat de gedetailleerde lijst van genoemde middelen om veiligheidsredenen niet gepubliceerd zal worden. De betrokken autoriteiten en diensten zullen echter naar behoren op de hoogte gebracht worden.

Op de voornoemde hoofdregel van voorafgaande toestemming bestaan twee uitzonderingen. Indien de situatie tot een optreden op eigen initiatief noopt, is de ambtenaar bevoegd om de door hem meegevoerde uitrusting en wapening waarvoor geen toestemming is verleend door de gaststaat, te blijven dragen, indien deze niet kan worden afgelegd en veilig worden opgeborgen. Hij mag echter geen gebruik maken van niet toegestane middelen. Deze uitzondering geldt niet voor de collectieve materiële dwangmiddelen.

Daarnaast mogen materiële dwangmiddelen die niet zijn toegestaan, worden vervoerd, meegevoerd of gedragen indien de gaststaat hierom heeft verzocht in het kader van een optreden in de zin van artikel 4 van het verdrag of in het kader van een gemengde patrouille of controle.

2.9.2. Uitoefening van dwang en geweld

De uitoefening van geweld door buitenlandse ambtenaren komt reeds aan bod in de Schengen Uitvoeringsovereenkomst en het Benelux Uitleveringsverdrag. Op basis van artikel 40, derde lid, onderdeel *d*, en artikel 41, vijfde lid, onderdeel *e*, van de Schengen Uitvoeringsovereenkomst mogen observerende en achtervolgende ambtenaren die grensoverschrijdend optreden, hun dienstwapen gebruiken in geval van wettige verdediging. Artikel 28 van het Benelux Uitleveringsverdrag voorziet het gebruik van dwangmiddelen en middelen tot verdediging in geval van nood en onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de gaststaat.

Artikel 33 voorziet in een algemene regeling ten aanzien van het uitoefenen van geweld en een specifieke regeling ten aanzien van het toepassen van dwang door grensoverschrijdende ambtenaren tijdens een optreden in het kader van het Verdrag.

Ce règlement est en premier lieu soumis au droit de l'Etat d'accueil. L'usage de la force est ainsi soumis aux dispositions de la Loi sur la Fonction de Police, notamment de l'article 37 qui stipule que « dans l'exercice de ses missions de police administrative ou judiciaire, tout fonctionnaire de police peut, en tenant compte des risques que cela comporte, recourir à la force pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement. Tout recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi. Tout usage de la force est précédé d'un avertissement, à moins que cela ne rende cet usage inopérant ».

Sur la base de la définition des "moyens de contrainte matériels", l'article 32 du Traité entend donner une interprétation au recours des moyens de contrainte matériels qui soit acceptable pour les trois pays. L'exercice de la contrainte reste lié au droit national des Parties; en d'autres termes, les fonctionnaires transfrontaliers devront appliquer et respecter la législation locale. L'utilisation de la notion de "(moyens) matériels" renvoie aux moyens par lesquels la contrainte peut être exercée (équipement individuel et collectif). Il s'agit donc de la matraque individuelle et de l'arme à feu, du gaz lacrymogène et d'autres moyens neutralisants; de l'utilisation de chiens, de véhicules, de canons à eau, de matériel de barrage routier, etc. Cela ne signifie pas que tous les moyens et que tout le matériel doivent être considérés comme des moyens de contrainte. Un objet, une pièce d'équipement, un véhicule, etc. ne sont un moyen de contrainte que lorsqu'ils sont utilisés à cet effet. Un véhicule blindé servant à protéger et à transporter du personnel n'est pas un moyen de contrainte; le même véhicule blindé utilisé pour démolir une barricade représente, quant à lui, un moyen de contrainte. Le canon à eau souvent utilisé en Belgique est un exemple classique d'un moyen collectif de contrainte.

Le recours à ces différents moyens de contrainte, en ce compris l'utilisation d'armes à feu prévue spécifiquement par l'article 38 de la Loi sur la fonction de police, représente le recours à la force au sens de l'article 37 de cette même loi sur la Fonction de Police.

Outre les formes de contrainte prévues à l'article 5 du traité (la surveillance, la réalisation de contrôles, le refus d'accès, les ordres à donner, l'inspection de terrains, les contrôles d'identité et la prévention d'incidents), l'article 33 prévoit d'autres formes de contrainte, à savoir les fouilles de sécurité, l'utilisation de menottes, le dépôt en sécurité d'objets susceptibles d'être confisqués, ainsi que l'arrestation de personnes, étant entendu que le fonctionnaire transfrontalier remet la personne concernée à un fonctionnaire de l'Etat d'accueil en lui communiquant ses constatations. Le fonctionnaire transfrontalier est donc, en ce sens, compétent pour appréhender des personnes en vue de les remettre aux fonctionnaires de l'Etat d'accueil.

Les fonctionnaires qui opèrent au niveau transfrontalier peuvent avoir recours à la force et à la contrainte lorsqu'ils en ont reçu l'ordre du fonctionnaire dirigeant de l'Etat d'accueil, à moins que celui-ci n'ait déjà donné au préalable des directives spécifiques relatives au recours à la contrainte et à la force. Il s'agit d'une compétence situationnelle liée à une mission en particulier et à laquelle aucun caractère général n'est conféré.

Les fonctionnaires oeuvrant au niveau transfrontalier peuvent également recourir à la force et à la contrainte lorsqu'ils ont reçu des directives à cet effet de la part des autorités compétentes de l'Etat d'accueil. Ces directives ou "instructions" peuvent présenter un caractère général et s'appliquer à un ensemble de missions ou de tâches à effectuer dans une période déterminée ou dans une région en particulier.

Les fonctionnaires transfrontaliers peuvent également avoir recours à la force et la contrainte en cas de légitime défense, conformément au droit de l'Etat d'accueil.

Les fonctionnaires transfrontaliers qui opèrent sur initiative, comme le prévoit l'article 7 et dans les limites de l'article 8 du Traité, peuvent également recourir à la force et à la contrainte, mais l'utilisation d'armes à feu, de gaz incapacitants ou de gaz lacrymogènes n'est autorisée qu'en cas de légitime défense, conformément au droit de l'Etat d'accueil.

En tout état de cause, et sans préjudice des compétences des fonctionnaires belges opérant sur leur territoire en application du Traité (p.e. en patrouille mixte), l'utilisation d'armes à feu par des fonctionnaires transfrontaliers sera toujours limitée à la légitime défense.

Tout usage de la force doit être signalé à l'autorité compétente de l'Etat d'accueil.

Deze regeling is in de eerste plaats onderworpen aan het recht van de gaststaat. Dat betekent dat het gebruik van geweld is onderworpen aan de bepalingen van de Wet op het politiebureau, inzonderheid artikel 37 dat stelt dat: "Bij het vervullen van zijn opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie kan elke politieambtenaar, rekening houdend met de risico's die zulks meebrengt, geweld gebruiken om een wettig doel na te streven dat niet op een andere wijze kan worden bereikt. Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding tot het nagestreefde doel. Aan elk gebruik van geweld gaat een waarschuwing vooraf, tenzij dit gebruik daardoor onwerkzaam zou worden".

Met de omschrijving van "materiële dwangmiddelen", tracht artikel 32 van het Verdrag een invulling te geven aan het gebruik van materiële dwangmiddelen dat voor de drie landen aanvaardbaar is. De uitoefening van dwang blijft gebonden aan het nationale recht van de Partijen; dit wil zeggen dat de grensoverschrijdende ambtenaren de plaatselijke wetgeving zullen moeten toepassen en respecteren. Het gebruik van het begrip "materiële" (dwangmiddelen) verwijst naar de middelen waarmee dwang wordt uitgeoefend (individuele en collectieve uitrusting). Het gaat hier dus over de individuele wapenstok en het vuurwapen, traangas en andere neutraliserende middelen; het gebruik van honden, voertuigen, waterkanonnen, materiaal voor wegversperringen enz. Daarmee wordt niet bedoeld dat alle middelen en materieel als dwangmiddelen moeten beschouwd worden. Een voorwerp, een uitrustingsstuk, een voertuig, enz. worden slechts dwangmiddel wanneer zij als dusdanig worden gebruikt. Een pantservoertuig gebruikt om personeel te beschermen en te vervoeren is geen dwangmiddel; datzelfde pantservoertuig gebruikt om een barricade omver te werpen wordt wel een dwangmiddel. Het in België veelvuldig ingezette waterkanon is een schoolvoorbeeld van een collectief dwangmiddel.

Het gebruik van deze verschillende dwangmiddelen, het door het artikel 38 van de Wet op het Politiebureau specifiek voorzien gebruik van vuurwapens inbegrepen, vormt het gebruik van geweld in de zin van het artikel 37 van deze Wet op het politiebureau.

Naast de in artikel 5 voorziene vormen van dwang (toezicht houden, controles uitvoeren, toegang ontzeggen, bevelen geven, terreinen doorzoeken, identiteitscontroles verrichten en incidenten voorkomen) voorziet artikel 33 nog een aantal andere vormen van dwang, namelijk het uitvoeren van veiligheidsfouilleringen, het aanleggen van handboeien, het veilig stellen van voor inbeslagname vatbare voorwerpen en de aanhouding van personen. Wat dit laatste betreft betekent dit dat de grensoverschrijdende politieambtenaar de betrokken persoon overdraagt aan een functionaris van de gaststaat en deze zijn vaststellingen meedeelt. De grensoverschrijdende politieambtenaar is in die zin dus bevoegd om personen staande te houden en ze ter beschikking te stellen van de functionarissen van de gaststaat.

De ambtenaren die grensoverschrijdend werken kunnen geweld en andere vormen van dwang gebruiken wanneer zij daartoe het bevel hebben gekregen van de leidinggevende ambtenaar van de gaststaat tenzij deze op voorhand reeds specifieke richtlijnen met betrekking tot het gebruik van geweld heeft gegeven. Dit is een situationele bevoegdheid die gebonden is aan één opdracht en die geen algemeen karakter krijgt.

De ambtenaren die grensoverschrijdend werken kunnen ook geweld en andere vormen van dwang gebruiken wanneer zij daartoe richtlijnen hebben gekregen van de bevoegde autoriteiten van de gaststaat. Deze richtlijnen of "instructies" kunnen een algemeen karakter hebben en geldig zijn voor een geheel van opdrachten of taken die uit te voeren zijn gedurende een bepaalde periode of binnen een bepaalde regio.

De ambtenaren die grensoverschrijdend werken kunnen ook geweld en andere vormen van dwang gebruiken in de situatie van wettige verdediging in overeenstemming met het recht van de gaststaat.

De ambtenaren die grensoverschrijdend werken op eigen initiatief, zoals voorzien in artikel 7 en binnen de beperkingen van artikel 8 van het Verdrag, kunnen ook geweld en andere vormen van dwang gebruiken. Het gebruik van vuurwapens, pepperspray of traangas is slechts geoorloofd in geval van wettige verdediging, volgens het recht van de gaststaat.

In elk geval, en zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de Belgische ambtenaren die op Belgisch grondgebied optreden in toepassing van het verdrag (bijvoorbeeld in een gemengde patrouille), zal het gebruik van vuurwapens door de grensoverschrijdende ambtenaren beperkt worden tot de gevallen van wettige verdediging.

Elk gebruik van geweld moet gemeld worden aan de bevoegde autoriteit van de gaststaat.

2.9.3. Les véhicules

Les fonctionnaires transfrontaliers peuvent continuer à utiliser leurs véhicules de service et ils peuvent faire usage, si nécessaire, du statut de véhicule prioritaire, conformément au droit de l'Etat d'accueil.

En outre, le traité prévoit un droit de passage des fonctionnaires des Parties contractantes sur le territoire d'une autre partie afin de pouvoir remplir une mission de manière aussi efficace que possible sur son propre territoire. Il se peut que le plus court chemin entre deux endroits dans un pays oblige à passer sur le territoire du pays limitrophe. Il a donc été prévu que les fonctionnaires puissent, dans l'exercice de leur mission et afin de pouvoir atteindre leur destination sur leur territoire propre aussi rapidement que possible, faire usage du trajet le plus court et passer ainsi, en uniforme, avec équipement et armement, sur le territoire du pays voisin. Si nécessaire, le statut de véhicule prioritaire (signaux optiques et sonores) peut être utilisé à cet effet, à condition que cela se fasse dans le respect du droit de l'Etat d'accueil.

La problématique de l'intervention transfrontalière dans la région frontalière s'applique en particulier aux interventions dans les trains internationaux. Lorsqu'un train passe la frontière, il se peut que le premier arrêt se situe à une longue distance de la zone frontalière. Ainsi, le train IC international en provenance d'Anvers ne s'arrête pas avant Rotterdam, à compter de la frontière à Roosendaal. La zone frontalière est ainsi considérablement étendue. Par conséquent, le Traité a prévu la compétence de poursuivre sur le territoire d'un autre Etat une mesure de contrôle qui est prise dans un train ou un bateau de passagers et qui ne peut pas être achevée sur son propre territoire, et ce aussi longtemps qu'il est nécessaire pour achever ladite mesure.

2.10. La responsabilité civile et pénale et la position juridique

En Belgique, la protection juridique des fonctionnaires de police est assurée par la Loi sur la Fonction de Police (12) qui, eu égard aux caractéristiques particulières de l'exercice de la fonction de police, offre une protection juridique adéquate aux fonctionnaires qui sont quotidiennement confrontés aux moyens de contrainte et à la force et peuvent donc causer ou subir des dommages.

Le système belge attribue au fonctionnaire de police une responsabilité civile limitée pour des faits de service et lui accorde une assistance juridique ainsi qu'une indemnisation pour les dommages causés aux biens.

En ce concerne la responsabilité pénale, le Traité s'inscrit dans la foulée de la disposition prévue à l'article 42 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen qui traite de l'observation et de la poursuite transfrontalières. Est ainsi traduit dans la pratique le principe en vigueur dans le contexte européen, selon lequel les fonctionnaires transfrontaliers sont assimilés aux agents de l'autre Partie contractante. Cette disposition est en vigueur, sauf accord contraire entre les Parties contractantes.

Pour ce qui concerne la responsabilité civile, le Traité prévoit qu'au cas où un fonctionnaire transfrontalier cause des dommages, c'est le droit de l'Etat d'accueil qui est d'application.

En ce qui concerne l'indemnisation des dommages, il existe un système différencié : s'il est question d'intervention policière transfrontalière sur initiative propre au sens des articles 7 et 8 du Traité, ou dans le cadre d'une patrouille mixte ou d'un contrôle au sens de l'article 25 du Traité, l'Etat expéditeur prendra en charge les dommages causés par ses fonctionnaires. Les dommages occasionnés par un fonctionnaire transfrontalier pendant une intervention sur demande sont quant à eux pris en charge par l'Etat d'accueil.

Le Traité a par ailleurs opté pour une "approche citoyenne", faisant qu'en règle générale, l'Etat d'accueil est tenu de verser les dommages et intérêts à la partie lésée, ce qui implique que le citoyen peut s'adresser à ses propres autorités. Il existe à côté de cela un droit de recours entre les Parties contractantes.

L'article 40 prévoit que la situation statutaire des fonctionnaires qui interviennent au niveau transfrontalier, reste intégralement en vigueur.

3. Entrée en vigueur et mesures d'exécution

Le Traité a été ratifié par la loi du 13 février 2005.

L'entrée en vigueur définitive se fera conformément aux dispositions du traité, à savoir dès le premier jour du deuxième mois suivant la date du dépôt du dernier instrument de ratification auprès du grand-duché de Luxembourg, dépositaire des actes.

Une entrée en vigueur provisoire de l'ensemble des dispositions du Traité a cependant pris cours le 26 janvier 2005 entre la Belgique et le Luxembourg et le 27 février 2005 entre la Belgique et les Pays-Bas, et ce suite à l'accomplissement des formalités nécessaires à cet effet.

2.9.3. Voertuigen

De grensoverschrijdende ambtenaren kunnen hun dienstvoertuigen blijven gebruiken en, indien nodig, gebruik maken van het statuut van prioritair voertuig, in overeenstemming met het recht van de gaststaat.

Verder voorziet het Verdrag een recht van overpad van de ambtenaren van de Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van een andere partij met de bedoeling een opdracht op het eigen grondgebied zo efficiënt mogelijk te kunnen uitvoeren. Het kan voorkomen dat de kortste weg tussen twee plaatsen in het ene land, vaak gedeeltelijk ligt op het grondgebied van het aangrenzende land. Daarom is voorzien dat de ambtenaren in de uitoefening van hun opdracht, teneinde hun bestemming op eigen grondgebied zo snel mogelijk te kunnen bereiken, gebruik kunnen maken van de kortste route en zich dus in uniform, met uitrusting en wapening op het grondgebied van het buurland mogen begeven. Indien noodzakelijk mag hiervoor het statuut van prioritair voertuig (optische en geluidssignalen) worden gebruikt, mits dit in overeenstemming met het recht van de gaststaat gebeurt.

De problematiek van het grensoverschrijdend optreden in de grensstreek, geldt in het bijzonder ten aanzien van optreden in internationale treinen. Wanneer een trein de grens passeert, kan het voorkomen dat de eerste halteplaats zich ver buiten het grensgebied bevindt. Zo stopt de internationale sneltrein vanuit Antwerpen, vanaf de grens bij Roosendaal niet eerder dan in Rotterdam. Het grensgebied wordt daarmee aanzienlijk verruimd. Bijgevolg voorziet het Verdrag de bevoegdheid een controlemaatregel die plaatsvindt op een trein of passagiersschip en niet op het eigen grondgebied kan worden voltooid, op het grondgebied van de gaststaat voort te zetten teneinde voltooiing van genoemde maatregel tot stand te brengen.

2.10. Burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid en de rechtspositie

In België wordt de rechtsbescherming van de politieambtenaren verzekerd door de Wet op het politieambt(13) die rekening houdend met de bijzondere kenmerken van de uitoefening van het politieambt, een gepaste rechtsbescherming geeft aan ambtenaren die dagelijks omgaan met dwangmiddelen en geweld en dus schade kunnen aanrichten of lijden.

Het Belgisch systeem kent de politieambtenaar een beperkte burgerlijke aansprakelijkheid voor dienstfeiten en rechtshulp en een zaakschadevergoeding toe.

Wat betreft de strafrechtelijke aansprakelijkheid heeft het verdrag aangesloten bij de regeling voorzien in artikel 42 van de Schengen Uitvoeringsovereenkomst die ten aanzien van grensoverschrijdende observatie en achtervolging geldt. Daarmee is uitdrukking gegeven aan het in Europees verband geldende beginsel dat grensoverschrijdende ambtenaren met de ambtenaren van de andere Verdragsluitende Partij worden gelijkgesteld. Tenzij de Verdragsluitende Partijen anders overeenkomen, is deze bepaling van kracht.

Ten aanzien van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid voorziet het Verdrag dat indien een grensoverschrijdend ambtenaar schade toebrengt, het recht van de gaststaat van toepassing is.

Voor de vergoeding van de schade geldt een gedifferentieerd systeem. Indien sprake is van grensoverschrijdend politieoptreden op eigen initiatief in de zin van artikel 7 en 8 van het Verdrag, of in het kader van een gemengde patrouille of controle in de zin van artikel 25 van het Verdrag, is de zendstaat gehouden de schade veroorzaakt door zijn ambtenaren te vergoeden. De schade toegebracht door de grensoverschrijdende ambtenaar tijdens een optreden op verzoek wordt door de gaststaat vergoed.

In het Verdrag is gekozen voor een "burgervriendelijke benadering". De gaststaat is over het algemeen gehouden de schadevergoeding aan de benadeelde uit te keren, hetgeen meebrengt dat de burger kan aankloppen bij zijn eigen overheid. Daarnaast bestaat een regresrecht tussen de Verdragsluitende Partijen.

Artikel 40 bepaalt dat de statutaire toestand van de ambtenaren die grensoverschrijdend optreden, onverkort van toepassing blijft (14).

3. Inwerkingtreding en uitvoeringsbepalingen

Het verdrag werd bekrachtigd door de wet van 13 februari 2005.

Het verdrag zal definitief in werking treden conform de bepalingen van het verdrag, meer bepaald op de eerste dag van de tweede maand na de datum van de neerlegging van de laatste akte van bekrachtiging bij de regering van het Groothertogdom Luxemburg.

Het volledige verdrag is evenwel voorlopig van toepassing geworden tussen België en Luxemburg, op 26 januari 2005, en tussen België en Nederland, op 27 februari 2005, en dit na het vervullen van alle formaliteiten die hiertoe noodzakelijk waren.

Dans l'attente de l'entrée en vigueur définitive du Traité, les fonctionnaires belges n'exercent les compétences reconnues par l'Etat d'accueil que pour autant qu'elles soient analogues ou plus strictes que celles qui leur sont reconnues par leur législation nationale.

Dès l'entrée en vigueur définitive du Traité, il conviendra de se référer en la matière à l'article 3, lequel reprend le même principe mais prévoit des possibilités de dérogation.

Bruxelles, le 23 mai 2005.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en matière d'intervention policière transfrontalière pour maintenir l'ordre public et la sécurité au cours du Championnat européen des Nations de Football en l'an 2000, signé à Bergen op Zoom le 26 avril 1999.

(2) Déclaration commune dans le cadre de la réunion néerlandobelge, le 5 février 2002 à Baarle-Nassau, concernant la coopération transfrontalière.

(3) Doc. Parl., Sénat 3-931/1 et Chambre 51-1528/1.

(4) Un exemple permet de préciser ce point. Si un fonctionnaire transfrontalier provenant des Pays-Bas et agissant sur initiative était confronté, en Belgique, à un cas de flagrant délit, dans le cadre duquel des armes sont ou ont été utilisées et que les auteurs ont pris la fuite dans un véhicule, il ne pourrait PAS utiliser son arme à feu, conformément à l'article 38 de la Loi sur la Fonction de Police, parce que cette compétence ne lui est pas octroyée dans son propre pays.

(5) Loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998, article 3.3., *Moniteur belge* 18 décembre 1998.

(6) Code pénal, articles 416 et 417.

(7) Conseil de l'Union européenne, Résolution du Conseil du 29 avril 2004 relative à la sécurité des réunions du Conseil européen et d'autres événements susceptibles d'avoir un impact comparable.

(8) Conseil de l'Union européenne, Résolution du Conseil du 29 avril 2444 relative à la sécurité des réunions du Conseil européen et d'autres événements susceptibles d'avoir un impact comparable.

(9) Pour la Belgique, il s'agit de données provenant de la Banque de données nationale générale (visée par la loi du 5 août 1992 sur la Fonction de Police, article 4414).

(10) Loi sur la Fonction de police, article 44/2.

(11) Ibidem, article 44/1.

(12) Il s'agit de l'équipement et de l'armement personnel et de l'équipement, de l'armement et du matériel collectif des unités.

(13) Loi du 5 août 1992, o.c., Chapitre V.

(14) Loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ("Exodus"), *Moniteur belge* du 30 avril 2002; Arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, *Moniteur belge* du 31 mars 2001.

In afwachting van de definitieve inwerkingtreding van het verdrag, oefenen de Belgische politieambtenaren enkel de door de gaststaat erkende bevoegdheden uit, voorzover deze analoog of strikter zijn dan deze die door het eigen nationaal recht toegekend worden.

Vanaf de definitieve inwerkingtreding van het verdrag volstaat het om naar artikel 3 te refereren, dat hetzelfde principe herneemt maar afwijkingmogelijkheden voorziet.

Brussel, 23 mei 2005.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake grensoverschrijdend politie-optreden ter handhaving van de openbare orde en veiligheid tijdens het Europees Kampioenschap voetbal voor landenteams in het jaar 2000, ondertekend te Bergen op Zoom op 26 april 1999.

(2) Gemeenschappelijke Verklaring naar aanleiding van de Nederlands/Belgische bijeenkomst op 5 februari 2002 te Baarle-Nassau inzake grensoverschrijdende samenwerking.

(3) Doc. Parl., Senaat 3-93111 en Kamer 51-152811.

(4) Een voorbeeld kan dit verduidelijken. Wanneer de op initiatief handelende grensoverschrijdende ambtenaar uit Nederland in België zou geconfronteerd worden met een misdaad op heterdaad waarbij wapens zijn of werden gebruikt en de daders de vlucht nemen in een voertuig, dan zou hij zijn vuurwapen overeenkomstig artikel 38 van de Wet op het politieambt NIET mogen gebruiken, omdat deze bevoegdheid hem in eigen land niet wordt toegekend.

(5) Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, artikel 3.3, *Belgisch Staatsblad* 18 december 1998.

(6) Strafwetboek, artikel 416 en 417.

(7) Zie hierboven, onderdeel 2.4.2.

(8) Resolutie van de Raad van de Europese Unie van 29 april 2004 betreffende de beveiliging van de bijeenkomsten van de Europese Raad en andere vergelijkbare gebeurtenissen.

(9) Voor België zijn dat gegevens uit de algemene nationale gegevensbank (beoogd door de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikel 44/4)

(10) Wet op het politieambt, artikel 44/2.

(11) Ibidem, artikel 4411.

(12) Het betreft de individuele uitrusting en wapens en de collectieve uitrusting, wapens en het collectief materiaal van de eenheden.

(13) Wet van 5 augustus 1992, o.c., Hoofdstuk V.

(14) Wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ("Exodus"), *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2002; Koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 2001.

Scénario pour la procédure à suivre en cas d'intervention policière transfrontalière

Article 4, §1^{er} - Intervention sur demande

La demande est adressée par l'autorité compétente de la Partie contractante requérante à l'autorité compétente de la Partie contractante requise.

*** / Demande adressée par la Belgique à une autre Partie contractante en vue d'une intervention policière transfrontalière**

Les autorités et services compétents qui exercent des tâches policières conformément au droit national sont les autorités compétentes désignées par la Belgique dans l'Annexe 2 du Traité. Le modèle de demande figure ci-après.

Cela signifie concrètement ce qui suit :

Direction du Point de Contact National, DGA/DAO
Rue Fritz Toussaint 47
1050 BRUXELLES
Tél : 02/642 63 80
Fax : 02/646 49 40
e-mail : dga-dao@skynet.be / dga.dao.perm@police.be

La demande doit être adressée par la Direction du Point de Contact National aux autorités compétentes suivantes :

Autorité compétente aux Pays-Bas : le Nationaal Coördinatiecentrum

Autorité compétente au Luxembourg : Centre d'Intervention National

Les autorités compétentes précitées doivent prendre sans délai (article 4, §3) une décision relative à la demande. Le modèle doit être utilisé pour la décision relative à la demande.

Remarque : Compte tenu de l'urgence prévisible de l'intervention policière transfrontalière, la demande d'assistance sera généralement d'abord adressée d'une manière coordonnée par voie téléphonique par la Direction du Point de Contact National à l'autorité compétente des Pays-Bas ou du Luxembourg ; après quoi, la Direction du Point de Contact National enverra une demande écrite par télécopie / courriel.

La procédure d'octroi de renforts initiée par le service de police belge suit le schéma suivant :

Lorsqu'elle est initiée par le service de police belge chargé de la direction opérationnelle du service d'ordre concerné, la demande de renfort doit être adressée le plus tôt possible, auprès du DirCo.

Afin de garantir un engagement rationnel et uniforme des moyens disponibles, un rôle particulier est confié au DirCo dans l'évaluation des dispositifs de sécurité envisagés lors d'un événement, lorsque des renforts sont sollicités.

DAO transmet la demande éventuelle d'appui auprès du point de contact luxembourgeois ou néerlandais et informe le Secrétariat administratif et technique (SAT) de sa demande.

Pour le surplus, la circulaire MFO-2 reste d'application.

*** / Demande adressée par les Pays-Bas à une autre Partie contractante en vue d'une intervention policière transfrontalière**

Le Ministre de l'Intérieur et des Relations du Royaume (abréviation néerlandaise : BZK) est désigné par les Pays-Bas comme l'autorité compétente dans l'Annexe 2 du Traité. Le Nationaal Coördinatiecentrum (Centre national de Coordination) agit au nom du Ministre BZK.

Données concernant l'accessibilité :

NCC
Postbus 20011
2500 EA Den Haag
numéro de téléphone : 00/31/70/345 44 00
numéro de télécopieur : 00/31/70/361 44 64
e-mail : ncc@minbzk.nl

Le NCC adresse à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante une demande d'intervention policière transfrontalière. La demande nationale doit parvenir au NCC par le canal suivant : bourgmestre – chef de corps – Commissaire de la Reine. Le modèle de demande figure ci-après.

La demande doit être adressée par le NCC aux autorités compétentes suivantes des autres Parties contractantes :

Autorité compétente de la Belgique : Direction du Point de Contact National

Autorité compétente du Luxembourg : Centre d'Intervention National

Les autorités compétentes précitées doivent prendre sans délai (article 4, troisième paragraphe) une décision relative à la demande. Le modèle doit être utilisé pour la décision relative à la demande. Le NCC communiquera la décision de l'autorité compétente de la Belgique ou du Luxembourg dans le meilleur délai au Commissaire de la Reine qui a formulé la demande et qui transmettra à son tour l'information à la suite du canal administratif.

Remarque : Compte tenu de l'urgence prévisible de l'intervention policière transfrontalière, la demande d'assistance sera généralement d'abord adressée d'une manière coordonnée par voie téléphonique par le NCC à l'autorité compétente de la Belgique ou du Luxembourg ; après quoi, le NCC enverra une demande écrite par télécopieur/courriel.

*** / Demande adressée par le Luxembourg à une autre Partie contractante en vue d'une intervention policière transfrontalière**

Les membres du cadre supérieur, les inspecteurs ou brigadiers de la police grand-ducale sont les autorités compétentes désignées par le Luxembourg dans l'Annexe 2 du Traité. Le modèle de demande figure ci-après.

Cela signifie concrètement ce qui suit :

Direction Générale de la Police Grand-Ducale
Direction des Opérations et de la Prévention
Centre d'Intervention National (CIN)
Adresse visiteur : 1, rue Marie et Pierre Curie
Adresse postale : L – 2957 Luxembourg
Tél : +352/49 97 23 46
Fax : +352/49 97 23 98
e-mail : cin@police.etat.lu

La demande doit être adressée par le Centre d'Intervention National aux autorités compétentes suivantes :

Autorité compétente aux Pays-Bas : le Nationaal Coördinatiecentrum

Autorité compétente en Belgique : Direction du Point de Contact National

Les autorités compétentes précitées doivent prendre sans délai (article 4, troisième paragraphe) une décision relative à la demande. Le modèle doit être utilisé pour la décision relative à la demande.

Remarque : Compte tenu de l'urgence prévisible de l'intervention policière transfrontalière, la demande d'assistance sera généralement d'abord adressée d'une manière coordonnée par voie téléphonique par le Centre d'Intervention National à l'autorité compétente des Pays-Bas ou de la Belgique ; après quoi, le Centre d'Intervention National enverra une demande écrite par télécopieur/courriel.

La procédure d'octroi de renforts qui émane des autorités néerlandaises ou luxembourgeoises suit, en Belgique, le schéma suivant :

Lorsqu'elle est émane des autorités néerlandaises ou luxembourgeoises, cette demande de renforts est adressée à DAO, point de contact national belge. DAO désigne d'abord la DAR centralisée ou un fournisseur plus approprié de la police fédérale puis le corps d'intervention, et, ensuite, s'il y a lieu, des zones d'autres arrondissements comme fournisseurs des renforts.

Pour le surplus, la circulaire MFO-2 reste d'application.

Article 7 - Intervention sur initiative propre

Si, en raison du caractère urgent de la situation dans le cadre du maintien de l'ordre public et de la sécurité, il est nécessaire d'effectuer une intervention transfrontalière, cette intervention dans la région frontalière peut commencer sans qu'elle soit précédée d'une demande, telle que visée à l'article 4, à condition qu'elle soit signalée immédiatement lors du franchissement de la frontière à l'autorité compétente de l'Etat d'accueil (article 7, §2).

Dans le cas d'une intervention transfrontalière sur initiative propre, le fonctionnaire concerné avertira son propre dispatching national qui informera le point de contact national (NCC, DAO, CIN) ; celui-ci prendra contact avec le point de contact national du pays sur le territoire duquel se déroule l'intervention transfrontalière. Ce point de contact national informera à son tour le dispatching de la région frontalière.

En outre, le fonctionnaire intervenant dans le cadre transfrontalier se mettra immédiatement en contact avec le dispatching du pays sur le territoire duquel se déroule l'intervention transfrontalière.

Modèle de demande et de décision

sur la base de l'article 4, al. 1^{er} et de l'article 9 du Traité du 8 juin 2004 en matière d'intervention policière transfrontalière

Demandeur :

Le Royaume des Pays-Bas, représenté par le Centre de coordination nationale du Ministère de l'Intérieur et des relations du Royaume,

ou

Le Royaume de Belgique, représenté par la Direction du Point de Contact National, DGA/DAO,

ou

Le Grand-Duché de Luxembourg, représenté par la Direction générale de la Police Grand-Ducale

demande

au Royaume des Pays-Bas, représenté par le Centre de coordination nationale du Ministère de l'Intérieur et des relations du Royaume,

ou

au Royaume de Belgique, représenté par la Direction du Point de Contact National, DGA/DAO,

ou

au Grand-Duché de Luxembourg, représenté par la Direction générale de la Police Grand-Ducale

ce qui suit :

- intervention policière** par fonctionnaires de police, tel qu'indiqué plus en détail dans l'annexe à la présente demande ;
afin de contribuer au maintien de l'ordre public à (nom de lieu, nom de zone) ;
sous le commandement opérationnel de(fonctionnaire).
 pour accord :

- la fourniture de moyens** destinés au maintien de l'ordre public et de la sécurité, tel qu'indiqué plus en détail dans l'annexe à la présente demande.
Ces moyens seront déployés à (nom de lieu, nome de zone) sous le commandement opérationnel de (fonctionnaire).
 pour accord :

- la mise à disposition de fonctionnaire(s) de police pour accompagner ou commander les moyens destinés à cette fin.
 pour accord :

- Autre chose, c.-à-d. :**
 pour accord :

- Proposition de répartition des coûts :**
 pour accord :

- Un ou plusieurs franchissements de la frontière pendant une période déterminée :**
 Pour accord :

..... (date) (lieu)

..... (Signature)

accord

..... (date) (lieu)

..... (Signature)

Draaiboek voor procedure bij grensoverschrijdend politieoptreden**Artikel 4, eerste lid - Optreden op verzoek**

Het verzoek wordt door de bevoegde autoriteit van de verzoekende Verdragsluitende Partij gericht aan de bevoegde autoriteit van de aangezochte Verdragsluitende Partij

***/ Verzoek van België aan andere Verdragsluitende Partij om grensoverschrijdend politieoptreden**

De bevoegde autoriteiten en diensten die politieopdrachten uitoefenen overeenkomstig het nationale recht zijn de in Bijlage 2 bij het Verdrag door België aangewezen bevoegde autoriteiten. Het model-verzoek is hierna bijgevoegd.

Concreet betekent dit :

Directie van het Nationale Invalspunt, DGA/DAO
Fritz Toussaintstraat 47
1050 BRUSSEL
Tel : 02/642 63 80
Fax : 02/646 49 40
e-mail : dga-dao@skynet.be / dga.dao.perm@police.be

Het verzoek dient door de Directie van het Nationale Invalspunt gericht te worden aan de hiernavolgende bevoegde autoriteiten :

Bevoegde autoriteit Nederland : Nationaal Coördinatiecentrum

Bevoegde autoriteit Luxemburg : Centre d'Intervention National

De genoemde bevoegde autoriteiten dienen onverwijld (artikel 4, derde lid) te beslissen op het verzoek. Voor een beslissing op het verzoek dient het model te worden gebruikt.

Opmerking : Gezien de te verwachten spoed die met het grensoverschrijdend politieoptreden is gemoeid, zal een verzoek om bijstand door de Directie van het Nationale Invalspunt in de regel eerst telefonisch aan de bevoegde autoriteit van Nederland of Luxemburg worden gericht en afgestemd, waarna de Directie van het Nationale Invalspunt vervolgens een schriftelijk verzoek per fax/mail verzend.

De procedure voor het verlenen van ondersteuning door een Belgische politiedienst verloopt als volgt:

Wanneer ze in gang gezet wordt door een Belgische politiedienst, belast met de operationele directie van een bepaalde ordedienst, moet de vraag om ondersteuning zo snel mogelijk aan de DirCo gericht worden.

Om een rationele en uniforme inzet van de beschikbare middelen te waarborgen, wordt aan de DirCo, wanneer om ondersteuning wordt verzocht, een bijzondere rol toebedeeld in de evaluatie van de veiligheidsdispositieven die men overweegt met het oog op een evenement.

DAO stuurt eventuele vragen tot ondersteuning naar het Luxemburgse of het Nederlandse contactpunt en informeert het Administratief Technisch Secretariaat (SAT) van zijn vraag.

Voor het overige blijft de omzendbrief MFO-2 van toepassing.

***/ Verzoek van Nederland aan andere Verdragsluitende Partij om grensoverschrijdend politieoptreden**

De Minister van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties (BZK) is in Bijlage 2 bij het Verdrag door Nederland aangewezen als de bevoegde autoriteit. Het Nationaal Coördinatiecentrum (NCC) treedt op namens de Minister van BZK.

Bereikbaarheidsgegevens :

NCC
Postbus 20011
2500 EA Den Haag
telefoonnummer : 00/31/70/345 44 00
faxnummer : 00/31/70/361 44 64
e-mail : ncc@minbzk.nl

Het NCC doet de bevoegde autoriteit van de andere Verdragsluitende Partij een verzoek in verband met grensoverschrijdend politieoptreden.. Een nationale aanvraag dient het NCC te bereiken via : de volgende lijn : burgemeester – korpsbeheerder – Commissaris van de Koningin. Het model-verzoek is hierna bijgevoegd .

Het verzoek dient door het NCC gericht te worden aan de hiernavolgende bevoegde autoriteiten van de andere Verdragsluitende Partijen :
Bevoegde autoriteit België : Directie van het Nationale Invalspunt
Bevoegde autoriteit Luxemburg : Centre d'Intervention National (CIN)

De genoemde bevoegde autoriteiten dienen onverwijld (artikel 4, derde lid) te beslissen op het verzoek. Voor een beslissing op het verzoek dient het model te worden gebruikt. Het NCC zal een beslissing van de bevoegde autoriteit van België of Luxemburg zo snel mogelijk communiceren aan de aanvragende Commissaris van de Koningin die op zijn beurt de verdere bestuurlijke lijn zal informeren.

Opmerking : Gezien de te verwachten spoed die met het grensoverschrijdend politieoptreden is gemoeid, zal een verzoek om bijstand door het NCC in de regel eerst telefonisch aan de bevoegde autoriteit van België of Luxemburg worden gericht en afgestemd, waarna het NCC vervolgens een schriftelijk verzoek per fax/mail verzend.

***/ Verzoek van Luxemburg aan andere Verdragsluitende Partij om grensoverschrijdend politieoptreden**

De leden met een loopbaan in het hoger kader, met een loopbaan van inspecteur of brigadier van de groothertogelijke politie zijn de in Bijlage 2 bij het Verdrag door Luxemburg aangewezen bevoegde autoriteiten. Het model-verzoek is hierna bijgevoegd.

Daarnaast zal de grensoverschrijdende ambtenaar onmiddellijk contact zoeken met de meldkamer in het land waar hij grensoverschrijdend optreedt.

Concreet betekent dit :

Direction Générale de la Police Grand-Ducale
Direction des Opérations et de la Prévention
Centre d'Intervention National (CIN)
Bezoekadres : 1, rue Marie et Pierre Curie
Postadres : L – 2957 Luxembourg
Tel : + 352/49 97 23 46
Fax : + 352/49 97 23 98
e-mail : cin@police.etat.lu

Het verzoek dient door het Centre d'Intervention National gericht te worden aan de hiernavolgende bevoegde autoriteiten :

Bevoegde autoriteit Nederland : Nationaal Coördinatiecentrum

Bevoegde autoriteit België : Directie van het Nationale Invalspunt

De genoemde bevoegde autoriteiten dienen onverwijld (artikel 4, derde lid) te beslissen op het verzoek. Voor een beslissing op het verzoek dient het model te worden gebruikt.

Opmerking : Gezien de te verwachten spoed die met het grensoverschrijdend politieoptreden is gemoeid, zal een verzoek om bijstand door het Centre d'Intervention National in de regel eerst telefonisch aan de bevoegde autoriteit van Nederland of België worden gericht en afgestemd, waarna het Centre d'Intervention National vervolgens een schriftelijk verzoek per fax/mail verzend.

De procedure voor het verlenen van ondersteuning die uitgaat van de Nederlandse of Luxemburgse autoriteiten verloopt, in België, als volgt :

Wanneer ze uitgaat van de Nederlandse of Luxemburgse autoriteiten, wordt de aanvraag tot ondersteuning naar DAO gestuurd (Belgisch nationaal contactpunt). DAO duidt eerst de DAR of een andere meer geschikte dienst van de Federale politie aan, dan het korps dat de interventie moet doen en vervolgens, desgevallend, politiezones van andere arrondissementen voor het geven van ondersteuning.

Voor het overige blijft de omzendbrief MFO-2 van toepassing.

Artikel 7 Optreden op eigen initiatief

Indien het vanwege de spoedeisendheid van de situatie in het kader van de handhaving van de openbare orde en veiligheid noodzakelijk is grensoverschrijdend op te treden, kan dit optreden in de grensstreek aanvangen zonder dat daar een verzoek als bedoeld in artikel 4 aan voor af gaat, mits dit onmiddellijk bij het overschrijden van de grens wordt gemeld aan de bevoegde autoriteit van de gaststaat (artikel 7, tweede lid)

In geval van grensoverschrijdend optreden op eigen initiatief zal de grensoverschrijdende ambtenaar dat melden aan de eigen nationale meldkamer, De meldkamer informeert het nationale contactpunt (NCC, DSO, CIN) dat contact legt met het nationale contactpunt van het land waar grensoverschrijdend wordt opgetreden. Dat nationale contactpunt informeert de meldkamer in de grensregio.

Daarnaast zal de grensoverschrijdende ambtenaar onmiddellijk contact zoeken met de meldkamer in het land waar hij grensoverschrijdend optreedt.

Model-verzoek en beslissing

op basis van artikel 4, eerste lid, en 9 van het Verdrag van 8 juni 2004 inzake grensoverschrijdend politieel optreden

Verzoeker :

Het Koninkrijk der Nederlanden, vertegenwoordigd door het Nationaal Coördinatiecentrum van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties,

of

Het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door de Directie van het Nationale Invalspunt, DGA/DAO,

of

Het Groothertogdom Luxemburg, vertegenwoordigd door de Direction générale de la Police Grand-Ducale

verzoekt

Het Koninkrijk der Nederlanden, vertegenwoordigd door het Nationaal Coördinatiecentrum van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties,

of

Het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door de Directie van het Nationale Invalspunt, DGA/DAO,

of

Het Groothertogdom Luxemburg, vertegenwoordigd door de Direction générale de la Police Grand-Ducale

als volgt :

- politie-optreden** door politie-functionarissen, zoals nader aangeduid in de aan dit verzoek gehechte bijlage;
- ten behoeve van het bijdragen aan de handhaving van de openbare orde in (plaatsnaam of gebiedsnaam);
- onder operationeel bevel van (functionaris).
- voor akkoord :**
- het leveren van middelen** ter handhaving van de openbare orde en veiligheid, zoals nader aangeduid in de aan dit verzoek gehechte bijlage.
- Deze middelen zullen worden ingezet in (plaatsnaam/gebiedsnaam) onder operationeel bevel van (functionaris).
- voor akkoord:**
- het ter beschikkingstellen van politiefunctie(n) **ter begeleiding of besturing van de hiervoor bedoelde middelen.**
- voor akkoord:**
- Anders, nl.:**
- Voor akkoord:**
- Voorstel kostenverdeling:**
- Voor akkoord:**
- Enmalige grensoverschrijding of meerdere binnen een bepaalde periode:**
- Voor akkoord**

..... (datum) (plaats)

..... (Handtekening)

akkoord

.....(datum).....(plaats)

.....(handtekening)